



ETUDE QUALITATIVE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION EN RDC

Situation de la province du Nord Kivu
Mars 2017



Note de rédaction

L'élaboration du présent rapport a été effectuée dans le cadre du projet « collecte des données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC », CDCPR en sigle, projet mis en œuvre par le PNUD, la Monusco et la Harvard humanitarian initiatives en collaboration avec les universités congolaises de l'Est.

Le projet produit trimestriellement des rapports des sondages des populations sur la justice, la sécurité, et la stabilisation. Des interviews directes sont effectuées avec les résidents adultes de l'Est autour des thématiques concernées par le projet.

Les Focus Groups discussion dont fait l'objet ce rapport ont été effectués par les directions provinciales de l'institut nationale des statistiques (INS) grâce à l'appui technique et financier du PNUD avec pour idée de rentrer vers cette même population et surtout vers des informateurs clés du niveau des communautés pour appréhender les réalités derrière les réponses des interviews.

Ce rapport a été rédigé par les chercheurs de l'INS au Nord Kivu et au Sud Kivu sous la coordination respective de Monsieur Célestin Kimanuka et de Messieurs Innocent Kadekere et Jonathan Kambale Kabaka.

Les rédacteurs remercient Monsieur Isaac Mushokoro Kayaya et toute l'équipe du PNUD pour la supervision de ce travail, la MONUSCO, la HHI ainsi que tous les autres partenaires du projet CDCPR pour leurs appuis multiformes.

Les remerciements s'adressent aussi à tout le personnel d'enquête qui a travaillé avec abnégation sur le terrain mais aussi les lecteurs critiques qui ont passé en revue ce rapport.

En fin, les remerciements s'adressent à tous les informateurs clés et les populations qui ont donné leur temps pour répondre aux questions et donner des orientations utiles

Les informations fournies et opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points vus du PNUD ou de la MONUSCO ni des bailleurs des fonds du projet CDCPR.

Table des matières

Note de rédaction	2
Résumé exécutif.....	3
Introduction.....	8
Objectifs de l'étude.....	9
Objectifs généraux	9
Objectifs spécifiques	9
Méthodologie.....	10
Résultats de l'étude.....	11
Thème 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE	11
1.1. Situation d'insécurité.....	12
1.2. Conséquences de l'insécurité	22
1.3. Recommandations de la population pour atténuer l'insécurité	24
1.4. Explication des tendances de l'insécurité et solutions proposées	25
1.5. Appréciation de la relation au sein de la communauté	27
1.6. Confiance de la population envers les principaux acteurs de la sécurité.....	30
Thème 2 : JUSTICE	35
2.1 Confiance de la population envers la justice civile	36
2.2 Confiance de la population envers la justice militaire	37
Thème 3 : ACTUALITE : PROCHAINES ELECTIONS	39
3.1 Risque de connaître des violences associées aux prochaines élections.....	39
3.2 Prévention du risque des violences au cours des prochaines élections	39

Résumé exécutif

La présente étude réalisée au mois de janvier 2017 visait principalement à approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet CDCPR par l'organisation des focus groups au niveau des villes et des territoires. Elle a permis de :

- Recueillir auprès des populations les informations sur leurs opinions concernant l'insécurité (les causes, les signes, les acteurs, les conséquences et les recommandations de la population pour atténuer la situation d'insécurité)
- Recueillir les opinions de la population concernant la confiance à la justice civile et militaire dans leurs milieux respectifs

- Rassembler les explications plus profondes sur les différentes tendances des opinions observées grâce aux sondages (quantitatifs) et sur un thème d'actualité à savoir « les prochaines élections à organiser dans le pays »

Pour expliquer en profondeur les résultats des sondages réalisés par les universités et la MONUSCO, nous avons organisés 12 focus groups et 7 interviews ciblées dans la Ville de Goma et dans les cités de Kitshanga et Sake en Territoire de Masisi.

Les participants ont eu respectivement à aborder les questions relatives à la situation et aux tendances de la sécurité dans leur milieu, la confiance dans la justice, le thème d'actualité à savoir les prochaines élections.

Les données qualitatives issues des focus groups et des interviews ciblées ont été soumises à une « analyse du contenu ».

Les principaux résultats sont les suivants :

1. L'insécurité objective est perçue individuellement ou collectivement. Elle est caractérisée par des exactions : les tracasseries, la taxation illégale, l'extorsion, les vols, les pillages, les viols, les braquages, les kidnappings et mêmes les tueries.
A cette insécurité objective s'ajoute plusieurs autres formes d'insécurité ressentis par la population sur le plan socioéconomique, sanitaires, politique, organisationnelle, culturel, environnemental etc.
Les personnalités rencontrées, confirment que l'ampleur de l'insécurité dépend d'un milieu à un autre, d'un quartier ou village à un autre, d'une période à une autre, d'une circonstance à une autre.
2. D'après les enquêtes rencontrées, la situation d'insécurité dans la ville de Goma est caractérisée par le fait que la nuit, ce sont principalement des bandits armés, les agents de l'ordre inciviques qui tracassent la population. La journée, ce sont les enfants dans la rue appelés communément « Maibobo » qui tracassent la population à certains coins de la ville. Les enquêtes parlent également des tracasseries multiformes que la population subit dans différents services (douane, aéroports, PCR, services de l'Etat, les écoles, les universités etc.)
3. Beaucoup parmi les leaders communautaires rencontrés dans les cités de Kitshanga et Sake, ont reconnu qu'il y a l'insécurité causée par les groupes armés qui entourent leurs cités et ont confirmé que chaque ethnie du milieu possède son groupe armé pour assurer sa sécurité, ce qu'ils considèrent comme des milices d'autodéfense. La nuit, les tracasseries de la population sont aussi opérées par des bandits armés non autrement identifiés, certains policiers inciviques du GMI (Groupe Mobile d'Intervention) et certains militaires véreux des FARDC. On signale la pratique de la justice populaire en cas d'arrestation d'un voleur dans certains villages, le vol et tuerie des bétails. La population signale également l'importance des conflits fonciers (sous diverses formes) dans le territoire de Masisi qui crée une forte insécurité dans la communauté.
4. Dans la ville de Goma comme dans le Territoire de Masisi, les personnalités rencontrées révèlent que le manque d'actions de développement, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'impunité, la prolifération des groupes armés, la circulation des armes, l'influence des politiciens, et la mainmise de la conscience ethnique de plus en plus croissante dans la communauté semblent être les principales causes de l'insécurité.
5. Les participants ont identifié des nombreux acteurs de l'insécurité qui opèrent différemment selon les moments et leurs champs d'intervention: Les hommes en armes,

les services de l'ordre, les enfants dans la rue, les démobilisés, les militaires blessés de guerre, les agents de l'état véreux, les politiciens sont les plus fréquemment cités.

6. Les conséquences de l'insécurité sont multiples et ont des effets très négatifs sur les aspects physiques, économiques, sanitaires, l'agriculture, l'éducation, l'environnement, le transport et communication, la Gouvernance etc.
7. Les enquêtés ont confirmé la tendance à la dégradation de la situation sécuritaire au Nord-Kivu. Pour les enquêtés, des nombreuses raisons expliquent l'augmentation de l'insécurité dans certains quartiers de la ville Goma. Il s'agit principalement de: La corruption, l'impunité, la prolifération des armes, l'instabilité politique, la faiblesse du pouvoir, la sensibilisation à la haine au sein des communautés ethniques, l'exode rural qui impacte négativement le niveau sécuritaire dans la ville (par exemple des membres des groupes armés déguisé en conducteurs des taxis motos) etc.
8. La quasi-totalité des groupes rencontrés à Kitshanga et à Sake reconnaissent la tendance à l'augmentation de l'insécurité au cours de deux dernières années. Les enquêtés expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité par la multiplicité des groupes armés à connotation ethnique dont l'existence est justifié par leur commanditaires (politiciens et chef des communautés ethniques) comme des groupes d'auto-défense. Il explique aussi cette tendance à l'augmentation de l'insécurité par le fait que les FARDC n'ont pas la force d'éliminer définitivement les groupes armés, cela fait que les guerres ne se terminent pas. De plus les camps de déplacés internes que l'on crée n'importe comment augmente aussi le niveau d'insécurité. Les habitants déclarent qu'il y aurait une complicité de certains agents inciviques des services de sécurité avec les voleurs à mains armées, la manipulation des jeunes par les politiciens pour leurs propres intérêts, le problème de tribalisme ne fait que s'aggraver,
9. Au village, les relations intra ethniques sont généralement bonnes. Les habitants sont généralement unis surtout en cas de problème. Les comités ethniques se réunissent régulièrement pour renforcer la cohésion. Toutefois, la division intervient en cas de conflits d'héritage, des conflits fonciers ou des affaires coutumières. En ville, les membres d'une même ethnie se rapprochent davantage surtout pendant les événements heureux (mariage) ou malheureux (décès).
10. Les relations entre les membres de différentes ethnies sont bonnes lorsqu'ils partagent des intérêts communs. Cependant, avec les guerres inter ethniques enregistrées dans les territoires, c'est la méfiance, l'hypocrisie, la peur et la haine qui caractérisent ces relations même en milieu urbain. Les participants ont révélé que les politiciens ont un rôle important dans la montée des conflits ethniques, principalement lorsqu'ils créent des groupes armés pour inciter à les violences entre les communautés en vue de gagner la confiance au sein de leurs propres communautés. On constate que les groupes armés, pourtant formés des bandits, sont étiquetés et lié à tel ou tel autre communauté ethnique, ce qui insécurise les paisibles citoyens.
11. La sensibilisation, les rencontres de dialogue, la prise en compte des toutes les communautés ethniques lors du partage du pouvoir et la création des projets intégrateurs, la promotion des mariages mixtes semblent être les principales solutions proposées par les habitants interrogés pour la cohabitation pacifique entre les ethnies.
12. La confiance envers les principaux acteurs de la sécurité étant mesurée en fonction des actions que ces derniers posent au sein de la population, il a été remarqué que le niveau de confiance n'est pas le même pour lesdits acteurs. Parmi les principaux acteurs de la sécurité, seuls la police, la FARDC et la MONUSCO ont concernés notre étude.

13. Le niveau de confiance envers les policiers est très faible dans les villes que dans les cités visitées au Nord Kivu. Le plus souvent, ce sont les policiers faisant la patrouille pendant la nuit qui sont en même temps les premiers semeurs de l'insécurité dans les quartiers reculés où il n'y a pas d'éclairage public. Pour les policiers affectés à la garde d'une autorité militaire ou civile, souvent la tendance à vouloir tracasser la population est réduite par peur d'être identifié
14. Au cours de deux dernières années, la tendance du niveau de confiance envers la police a connue de variations sensibles à la baisse plus dans la ville de Goma que dans les cités de Sake et Kitshanga. En effet, avec le mixage, il y a eu un grand nombre des jeunes provenant des groupes armés qui ont intégrés l'armée et la police nationales sans avoir subi une quelconque formation au préalable. Cette intégration aurait ainsi eu des effets négatifs sur la sécurité de la population. Selon les déclarations de la population, les autorités militaires et policières n'arrivent pas à bien surveiller et contrôler les actes de ces nouveaux policiers. Ces derniers seraient déjà habitués à tracasser la population dans la brousse et n'arrivent pas à abandonner ce mauvais comportement même dans les villes ou cités où ils sont affectés.
15. Un autre élément à mentionner serait la tendance des policiers à vouloir sécuriser les personnes selon leur origine tribale. Cette situation a été beaucoup plus observée dans la cité de Kitshanga où les guerres tribales ont été beaucoup vécu dans les passés et leurs effets continuent à se manifester jusqu'à maintenant. L'adhésion des jeunes dans des groupes armés étant faite, pour la plupart des cas, pour des raisons de vouloir protéger leur communauté et combattre ainsi tous les ennemis de ladite communauté ; ces jeunes intègrent ainsi la police avec cet esprit. Durant les focus groups, cette tendance a été ainsi observée
16. Parlant des FARDC, il a été observé que d'une manière générale le niveau de confiance donné aux militaires n'est pas très différent de celui donné aux policiers. Néanmoins, nous pouvons observer certains cas isolés où la confiance est plus donnée aux militaires qu'aux policiers. En effet, nous avons observé une certaine sympathie de la population envers les militaires qui sont souvent tués en défendant la population dans les guerres à répétition au Nord Kivu. Un autre élément expliquant le niveau élevé de la confiance donnée aux militaires qu'aux policiers serait aussi leur victoire dans différentes guerres contre certains groupes armés non soutenue par la majorité de la population.
17. Le niveau de la confiance de la population envers la Monusco a été le plus faible parmi tous les niveaux déjà évalués ci-dessus. En effet, les actions de la MONUSCO en termes de maintien de la sécurité dans les villes et cités au Nord Kivu restent invisibles pour la majorité de la population. Selon les déclarations des certains groupes interviewés, les militaires de la MONUSCO n'auraient aucune influence dans le maintien de la sécurité au Nord Kivu. Ces derniers se limiteraient uniquement à observer quelles que soient les tracasseries que la population subirait en leur présence. Parmi ces actions bien évaluées par les habitants, il a été cité les interventions que la Monusco fait pour soutenir la FARDC et protéger la population civile pendant les guerres et l'accompagnement dans le développement que la Monusco fait dans certaines villes et cités au Nord Kivu.
18. Les résultats des sondages montrent qu'en septembre 2016, il y avait une augmentation de la confiance envers la justice civile et même militaire au Nord-Kivu. Ce constat n'a pas été confirmé par les habitants rencontrés lors des séances de focus group qui jugent qu'il n'y a pas d'amélioration remarquable au cours de ces deux dernières années. Cependant, les responsables judiciaires, militaires et administratifs qui nous ont accordé des interviews ont montré que le fait que les habitants continuent à se référer à ces services

montre qu'ils ont confiance. Mais ils soulignent que les magistrats méritent un bon traitement pour les mettre à l'abri de la corruption.

19. Parlant de la justice civile dans le Nord Kivu, on observe une absence totale de confiance de la part de la population. L'organe judiciaire de la RDC est en effet accusé de corruption et de subjectivité dans le traitement des dossiers. Deux raisons majeures fréquemment évoquées sont : la corruption et le trafic d'influence qui seraient les deux éléments orientant le jugement. D'une manière générale, le sentiment de confiance envers le système de justice civile n'a pas évolué dans le temps car ce sont plus ou moins les mêmes mentalités qui se poursuivent. Un autre élément souligné dans les focus groups est l'instrumentalisation de l'organe judiciaire par les politiciens, c'est-à-dire que la justice est devenue beaucoup plus orientée par des décisions politiques et non par les lois, ce qui viole son principe de neutralité.
20. Pour ce qui est de la justice militaire, on observe plus ou moins la même tendance, de manque de confiance de la part de la population, dans la majorité des cas. Néanmoins, nous pouvons aussi citer quelques cas où la justice militaire fonctionne très bien. Durant les focus groups, nous avons ainsi remarqué que la population donne plus de confiance en la justice militaire qu'à la justice civile lorsqu'il s'agit de juger les soldats moins gradés qui ont commis des fautes mais celle-ci n'existe pas lorsqu'il s'agit de juger un officier supérieur qui est impliqué dans des exactions.
21. Un autre élément sorti des focus groups avec la population à Goma est l'implication de la justice militaire dans les affaires civiles. En effet, la justice militaire s'octroie parfois la responsabilité de traiter des affaires qui pourraient être traitées par les civils eux-mêmes et de ce fait les civils deviennent beaucoup plus tracassés par les militaires que par les civils.
22. La RDC étant dans une période stratégique, celle de préparation des élections présidentielles et municipales ; toute la population est de ce fait devenue très attentive aux questions en rapport avec lesdites élections. C'est dans cette optique que le présent thème a été choisi comme thème d'actualité afin de recueillir les impressions de la population face à la préparation et à l'organisation des élections à venir.
23. Au cours des différents focus groups organisés, il a été remarqué que la majorité de la population estiment qu'il y a plus de risque de connaître des violences aux prochaines élections ; et ceci tant au niveau de la ville de Goma que dans les cités visitées.
24. Selon les déclarations de la population, ce risque serait beaucoup plus en lien avec la résistance du gouvernement actuel à quitter le pouvoir. En effet, le Président actuel serait en train de chercher des voies et moyens pour s'éterniser au pouvoir et ainsi inciter l'opposition politique à se soulever avec la population. A part ça, nous avons aussi le manque de confiance de la population envers le gouvernement actuel. La population estime ainsi donc que le gouvernement actuel n'a pas la volonté d'organiser les élections à la date prévue.
25. Dans les zones rurales, c'est plutôt la renaissance des anciens groupes armés qui donne de la panique à la population et laisse croire à cette dernière qu'il y a un grand risque de connaître des violences pendant les prochaines élections.
26. Etant donné le risque des violences qui guette la population, la principale prévention préconisée par la population serait celle du refus volontaire de briguer le 3^e mandat par le Président actuel. C'est-à-dire la population pense que si le Président actuel ne se représente pas aux élections prochaines, le risque de connaître des violences seraient très négligeable. Mais aussi le respect du calendrier électoral et la sécurisation des sites et kits électoraux sont des atouts à la sécurité au courant de l'année électorale.

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
ANR	Agence Nationale de Renseignement
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
CDCPR	Projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo
M23	Mouvement du 23 mars
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
PNC	Police Nationale Congolaise
INS	Institut National de la Statistique
GMI	Groupe Mobile d'Intervention
ISC	Institut Supérieur de Commerce
ISDR/GL	Institut Supérieur de Développement Rural du Grand Lac
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
PCR	Police de Circulation Routière
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
SIDA	Swedish International development cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale pour le développement)
ULPGL	Université Libre des Pays des Grands Lacs
UCB	Université Catholique de Bukavu
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
MAF	MacArthur Foundation

Introduction

Dans le cadre de son appui au Gouvernement de la RDC pour la lutte contre l'impunité des violences sexuelles et basées sur le genre, le PNUD, la MONUSCO et la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) ont élaboré un projet de " collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC "(CDCPR). Ce projet connaît la collaboration des universités Congolaises (Université Libre des pays du grand et Université Catholique de

Bukavu) et l'Institut National de la Statistique (INS) avec l'appui financier des bailleurs du PNUD (SIDA, MAF et USAID).

Le projet CDCPR est conçu pour remédier à l'absence de données de base, de planification consultative et d'évaluation par rapport aux efforts de consolidation de la paix.

L'atteinte des résultats attendus se fera notamment par la conduite de 2 larges enquêtes (une étude de base et une étude finale) et de 10 sondages trimestriels qui permettront de présenter les perceptions de la population sur la Justice, la sécurité et la paix dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et le District de l'Ituri.

Après la production de ces rapports, des séances de diffusion des résultats des sondages ont été organisées auprès des acteurs étatiques et non étatique à Kinshasa et dans les provinces du Sud Kivu, Nord Kivu et Ituri. Pendant ces séances, il a été remarqué la nécessité de trianguler les sources de données. D'où l'idée d'organiser des focus groups et des interviews ciblées au niveau des villes et des territoires autour des données présentées par les sondages préalablement effectués.

Ainsi en dehors de données quantitatives collectées par les universités locales (ULPGL et UCB) et la Monusco, des données qualitatives ont été collectées par Focus group et interview ciblée par les INS.

Objectifs de l'étude

Objectifs généraux

L'étude vise à :

- Approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet CDCPR par l'organisation des focus groups au niveau des villes et des territoires
- Assurer l'appropriation nationale et la pérennisation des acquis du projet en intégrant l'institut National de la Statistique dans toutes les activités du projet y compris les formations
- Servir d'outils de plaidoyer auprès des acteurs politiques et administratifs en vue de l'amélioration du système de sécurité

Objectifs spécifiques

- Recueillir auprès des populations les informations sur leurs opinions concernant l'insécurité (les causes, les signes, les acteurs, les conséquences et les recommandations de la population pour atténuer la situation d'insécurité)
- Recueillir les opinions de la population concernant la confiance à la justice civile et militaire dans leurs milieux respectifs
- Rassembler les explications plus profondes sur les différentes tendances des opinions observées grâce aux sondages (quantitatifs) et sur un thème d'actualité à savoir « les prochaines élections à organiser dans le pays »

Méthodologie

Pour expliquer en profondeur les résultats des sondages réalisés par les universités et la MONUSCO, nous avons organisés des focus groups et des interviews ciblées dans la Ville de Goma et dans le Territoire de Masisi. La méthodologie active et participative a été privilégiée pour la réalisation de la collecte de données qualitatives.

Etapas suivies

1. *Identification de la ville et d'un territoire d'enquête* : Ville de Goma et Territoire de Masisi. Le choix de ces milieux était raisonné et a tenu compte des conditions sécuritaires et du budget disponible.
2. *Identification des informateurs clés* : le choix a été orienté vers ceux-là qui peuvent réellement fournir l'information voulue. Les informateurs clés ont été sélectionnés par **échantillonnage fonctionnelle ou de convenance**. Une liste préliminaire a été établie lors d'une séance préparatoire (voir annexe 3)
3. *Identification des groupes* : Avec l'aide des informateurs clés, les groupes ont été retenus en fonction des secteurs professionnels, âge et sexe. Les participants aux focus groups sont identifiés sur toute l'étendue de la ville de Goma et dans les Cités de Kitshanga et Sake dans le Territoire de Masisi. Une liste d'identification des groupes potentiels avaient été établie au préalable (voir annexe 4).
4. *Elaboration des outils d'enquête* : Nous avons élaboré un Guide de questions pour focus group, un guide d'interviews pour les interviews ciblées et un manuel d'agents enquêteurs.
5. *Sélection et formation des enquêteurs* : Pour réaliser cette étude sur le terrain, nous avons sélectionné 9 enquêteurs qui ont été formés pendant 2 jours avant leur déploiement d'abord à Goma et ensuite dans le Territoire de Masisi. Chaque équipe était formée d'un modérateur (animateur des débats) et de deux observateurs (dont la principale mission consistait à observer la session et prendre des notes). En cas de nécessité, les assistants étaient recrutés au sein même de la communauté pour maintenir l'ordre pendant les séances de focus group.
6. *Collecte de données proprement dite* : Cette activité de base s'est réalisée pendant 4 jours dans la Ville de Goma et pendant 3 jours dans le Territoire de Masisi. Il s'agissait d'enregistrer toutes les informations détaillées des pendant les séances. Les observateurs notaient exactement les mots utilisés par les intervenants, également les expressions sous forme de *message non verbal*.
7. *Analyse et rédaction du rapport* : Cette opération a commencé dès la conception des thèmes et sous thèmes. Nous sommes ensuite donné une grille d'analyse, codé les informations recueillies et les traiter. Il s'agissait d'une étude minutieuse des informations recueillies pour en extraire le contenu et les idées.

Collecte de données

Les séances se sont déroulées au lieu de service des enquêtés, sauf pour les groupes des conducteurs de taxi moto, des étudiants de l'ISC et ISDR/GL où les séances se sont déroulée au bureau de l'INS Nord-Kivu et le groupe des femmes professionnelles de sexe où la séance a eu lieu à l'Institut Kitshanga.

Les questions posées aux groupes étaient "focalisées". Pour notre cas, les participants ont eu à aborder les questions relatives à :

- La situation et aux tendances de la sécurité dans leur milieu – La confiance dans la justice
- Le thème d'actualité à savoir les prochaines élections

Avec l'autorisation des participants, les discussions étaient enregistrées au moyen des dictaphones ou téléphones.

Focus group

Un focus group (ou groupe de discussion focalisée) est une forme de recherche qualitative qui prend forme au sein d'un groupe spécifique ou d'une population, afin de déterminer les perceptions et opinions sur un sujet donné. L'importance est plus accordée à la compréhension en profondeur des événements qu'à la représentativité.

Des séances de discussions focalisées ont été organisées avec des leaders communautaires, les étudiants, les vendeuses au marché, les conducteurs des taxis motos, les professionnels de sexe et les membres des associations des jeunes.

Nous avons réalisé 6 focus groups dans les villes de GOMA et 6 focus groups dans le Territoire de Masisi.

Chaque séance devait regrouper **un nombre optimal de 10 participants**. Au total il y a eu 120 participants dont 61 femmes, soit 51%. Les détails sur les participants aux différentes séances sont présentés dans le tableau en annexe 1.

Interview Ciblée

Des interviews ciblées ont été menées auprès des responsables de la Police, de la Justice, les responsables de la société Civile, les responsables administratifs de la Chefferie ou de Quartier et le responsable de l'Association Nationale des motards du Congo.

Dans la ville de Goma nous avons réalisé 3 interviews ciblées tandis que dans le Territoire de Masisi nous en avons réalisé 4 avec les différentes catégories d'informateurs clés. Les informateurs clés sont présentés dans le tableau en annexe 2

Analyse

Les données qualitatives issues des focus groups et des interviews ciblées ont été soumises à une « analyse du contenu ». En effet, après une mise à plat dans le logiciel de traitement de texte « Word », les notes ont été classées pour faciliter l'analyse et l'interprétation.

Résultats de l'étude

Thème 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE

La détérioration de la situation sécuritaire à l'Est de la RDC avec sa cohorte de malheurs tels que vols, viols, massacres, déplacements massifs des populations, kidnapping etc. doit inquiéter sérieusement l'opinion tant nationale qu'internationale.

1.1. Situation d'insécurité

La majorité d'informateurs clés rencontrés en focus group ou en interview ciblée dans la ville de Goma et dans le Territoire de Masisi reconnaissent la présence de l'insécurité perçue individuellement ou collectivement. Cette insécurité objective est caractérisée par des exactions : les tracasseries, la taxation illégale, l'extorsion, les vols, les pillages, les viols, les braquages, les kidnappings et mêmes les tueries.

A cette insécurité objective qui suscite la « peur collective » s'ajoute l'insécurité socioéconomique agissant sur la dégradation du statut social et de la cohésion sociale au sein de la population, la montée de la haine tribale,

Les personnalités rencontrées, confirment que l'ampleur de l'insécurité dépend d'un milieu à un autre, d'un quartier ou village à un autre, d'une période à une autre, d'une circonstance à une autre. De plus, l'insécurité est ressentie par la population selon différents aspects que nous pouvons regrouper de la manière suivante :

- *Aspects d'insécurité objective* : tueries, kidnapping, braquage, vol, viol, pillage etc.
- *Aspects économiques* : chômage des jeunes, tracasseries, taxes illégales, salaires insuffisants, faible pouvoir d'achat, effet du monopole sur le pouvoir d'achat, conflits fonciers, inflation monétaire, faims, insécurité alimentaire etc ;
- *Aspects sanitaires* : présence des immondices non évacuées, consommation des drogues et boissons à forte dose d'alcool, prise en charge médicale insuffisante, maladie épidémiques et endémiques, stress etc.
- *Aspects politiques et organisationnels* : mauvaise gouvernance, conflits entre la majorité au pouvoir et l'opposition politique, sensibilisation faites par les politiciens pour l'adhésion des jeunes dans des groupes armés, distribution des armes, manque de l'électricité et de l'eau dans certains milieux/quartiers, routes en mauvais état dans les quartiers, conflits de pouvoir, criminels arrêtés qui sont vite relâchés etc.
- *Aspects socioculturels* : tribalisme, manque de cohésion sociale, haine entre les communautés, création des milices à connotation ethnique, tapage nocturne de certaines églises, violation de la liberté d'expression, conflits identitaires etc
- *Autres aspects* : danger de la présence du volcan et du gaz,

La situation d'insécurité en milieu urbain, dans la ville de Goma se présente différemment des milieux ruraux, dans le territoire de Masisi où l'on signale la présence des nombreux groupes armés. L'exode rural fait que les répercussions de la prolifération des groupes armés et des armes se ressentent également en milieu urbain.

Situation d'insécurité dans la ville de Goma

La plupart des participants aux séances de focus groups organisés à Goma ont relevé qu'à Goma il n'y a pas de sécurité car la population ne circule pas librement la nuit comme pendant la journée. La nuit, ce sont principalement des bandits armés, certains agents de l'ordre inciviques (police et FARDC) qui tracassent la population. La journée, ce sont les enfants dans la rue appelés communément « Maibobo » qui tracassent la population à certains coins de la ville.

Les personnalités rencontrées évoquent également les tracasseries multiformes que la population subie dans différents services (douane, aéroports, PCR, les écoles, les universités etc.)

Les quartiers proches du camp militaire de Katindo, seraient plus exposés à la tracasserie des militaires sans fonction et les « blessés de guerre » logeant dans le camp Katindo. Les informateurs clés pensent que ces derniers, non payés ou insuffisamment payés chercheraient ainsi comment survivre en opérant la nuit. La police affectée à ce quartier montre aussi, malheureusement, une incapacité notoire à sécuriser le quartier. Certains policiers seraient donc en coalition avec les bandits pour tracasser la population dans ce quartier.

Le problème de manque de courant, manque d'eau et manque de routes dans certains quartiers serait aussi parmi les problèmes majeurs causant l'insécurité. En effet, par manque de courant, il n'y a pas d'éclairage public la nuit, ce qui facilite les opérations des bandits armés. Par manque d'eau, les jeunes filles doivent aller chercher l'eau souvent à des heures tardives ou très tôt le matin et ceci augmente des risques de tracasserie ou d'agression en route.

« Dans la Ville de Goma il y a certains coins qui sont sécurisés et d'autres non. Dans la commune de Goma, 70% à 80% des quartiers sont sécurisés tandis que dans celle de Karisimbi seulement 20% à 30% sont en sécurité », déclaration d'un étudiant participant au focus group des étudiants de l'ISC et ISDR/GL.

« Il n'y a pas de sécurité au quartier Katoyi, car les voleurs embêtent la population et lorsqu'on appelle le numéro Vert (numéro de secours), il ne passe pas. Et quand on crie ou que l'on siffle, personne ne vient à votre secours et au lendemain le chef de quartier ne vous demande rien concernant la situation de la nuit », déclaration d'une femme vendeuse au marché de Virunga.

« On peut rencontrer une maman en train d'être pillée par les maibobo en présence des agents de la sécurité qui ne vont même pas réagir. Ce qui nous pousse à dire que certains agents de l'ordre sont de mèche avec les maibobo. », Conducteur de taxi moto.

« La nuit nous sommes insécurisés par les agents de l'ordre et la journée par les enfants dans la rue (maibobo) » a déclaré un étudiant participant au focus group organisé au Campus Universitaire du Lac.

« A Ndosho, en descendant du bus, même à 16h00 on peut être victime des actes de banditismes (vol, frappes) et personne ne voudra venir à votre secours », une femme vendeuse au marché de Virunga.

Un étudiant participant au focus group du Campus du Lac a expliqué : « ... dans notre quartier à NDOSHO, il y a l'insécurité parce que quand il fait nuit ce sont des policiers qui tracassent la population au lieu de la protéger »

« (...) pour être en sécurité, il faut être voisin d'une autorité ; depuis qu'on est voisin avec le Directeur de Cabinet du Gouverneur nous sommes en sécurité chez nous » a déclaré un participant au focus group des étudiants organisé à l'ISC et ISDR /GL à Goma.

« Il y a insécurité à MAJENGO pendant la nuit causée par les gens en tenue civile armés qui attaquent la population et lorsqu'on fait appel aux agents de l'ordre, ils viennent toujours en retard », déclaration d'un étudiants participant au focus group du Campus Universitaire du Lac.

« Dans notre quartier, à Bujovu, il n'y a ni vols, ni tueries sauf qu'il y a parfois des arrestations arbitraires que les policiers font pour tracasser financièrement la population. De plus, la police de mine commence aussi à arrêter les gens alors que ce n'est pas dans leurs attributions. Il y a aussi des jeunes ayant des radios motorola qui se transforment en agents de l'ANR dans le but de tracasser la population et gagner de l'argent », Une femme leader communautaire complétée par d'autres participants au focus group de Bujovu.

Les participants nous ont aussi révélé qu'il y a une sorte de méfiance au sein de la population car, les politiciens ont déployé des nombreux agents de renseignement difficile à identifier. De plus, les bandits arrêtés sont vite relâchés et reviennent se venger contre ceux qui les ont dénoncés.

« Nombreux sont en insécurité à cause de la situation politique car on ne connaît pas la personne qui est à côté de soi, c'est-à-dire qu'il peut être un agent de sécurité ou de renseignement sans qu'on le sache », déclaration d'un étudiant participant au focus group des étudiants du Campus du Lac.

« Nous fournissons les renseignements auprès des services de sécurité quand nous transportons les personnes suspectes, mais à notre grande surprise même s'ils peuvent arrêter la personne, après deux jours vous le rencontrez en cours de route. Cela nous insécurise », un conducteur de moto taxi.

La population se sent aussi en insécurité pendant le voyage car à l'intérieur, les groupes armés pullulent et font la loi. Pendant la nuit et même la journée on assiste au phénomène de kidnapping et enlèvement.

« Les gens qui sont en voyage sont plus en insécurité car ils ont peur du phénomène kidnapping. Le gouvernement doit recruter les agents capables de sécuriser toute l'étendue de la province. » Conducteur de taxi moto

Le système social est en panne, l'homme n'a pas accès facile à ses droits. Ce qui fait que l'insécurité fait partie prenante de la vie au quotidien.

Pour illustrer les formes d'insécurité sociale, voici quelques illustrations évoquées par les informateurs clés lors des interviews qu'ils nous ont accordé à Goma.

- Pour les motards, ils se sentent en insécurité lorsque la PCR les tracasse en demandant des rançons sur les voies routières,
- Lors des incendies de maisons, il n'y a pas d'intervention des services compétents,
- Les agents de l'hygiène ne se préoccupent pas de l'évacuation des immondices et cela crée une insécurité pour la population qui est exposée aux problèmes de santé,
- Les tapages nocturnes que font certaines églises, qui empêchent les gens de dormir, c'est l'insécurité
- Il y a insécurité salariale lorsque les agents font 3 ou 4 mois sans être rémunérés alors qu'ils ont beaucoup des dépenses à exécuter.
- Les élèves et les étudiants se sentent insécurisés par leurs autorités scolaires ou académiques lorsqu'ils sont chassés d'une manière intempestive.

Situation d'Insécurité dans le Territoire de Masisi

Beaucoup parmi les leaders communautaires rencontrés dans la cité de Kitshanga, ont reconnu qu'à Kitshanga il y a l'insécurité causée par les groupes armés qui entourent la cité

et ont confirmé que chaque ethnie du milieu possède son groupe armé pour assurer sa sécurité.

La nuit, les tracasseries de la population sont aussi opérées par certains policiers inciviques du GMI (Groupe Mobile d'Intervention) et certains militaires véreux des FARDC. Dans certains quartiers de la cité de Kitshanga, on signale la pratique de la justice populaire en cas d'arrestation d'un voleur, le vol et tuerie des bétails.

La population déplore le nombre insuffisant des éléments des FARDC pour faire face aux nombreux groupes armés

Un jeune participant au focus group de Kitshanga a déclaré « (...) *pas de sécurité ici chez nous, Kitshanga est entouré des groupes armés : APCLS, Nyatura, FDLR, etc. Il y a des quartiers où on ne peut pas se promener librement la journée comme la nuit, par exemple dans les quartiers proches de Ngingwe* »

« (...) *on souffre, comme nous les femmes libres (veut parler de femmes professionnelles de sexe), quand nous trouvons un client la nuit, les policiers le tracassent et récupèrent tout ce qu'il a en allant au lieu de rendez-vous. Il n'y a pas la sécurité* », déclaration d'une des femmes lors du focus group à Kitshanga.

Une femme leader rencontrée à Kitshanga nous a déclaré « *Lorsque les jeunes de la cité s'étaient mis ensemble pour faire les patrouilles nocturnes, il y avait un peu de calme, c'est-à-dire un changement était observé dans la cité mais actuellement, les autorités ont refusé à ces jeunes de s'occuper de leur sécurité, la situation ne fait que s'empirer.*

Un responsable d'association qui nous a accordé une interview a déclaré : « *Il y a une sécurité mais qui n'est pas totale. C'est-à-dire qu'il y a des moments où on peut circuler et que l'on tombe entre les mains des « jogos » (les bandits), ils peuvent te frapper, te ravir tout ce que tu possèdes et lorsque tu résistes ils peuvent te tuer.* »

Un jeune participant au focus group à Kitshanga nous a révélé que « *Il y a des quartiers où les militaires ne peuvent pas se promener avec leurs armes pendant la journée, comme par exemple dans le quartier Kitobo. Dans ce quartier Kitobo, les habitants eux-mêmes font la sécurité et attrapent souvent des voleurs et les tuent*»

« *Il y a des moments où nous nous réveillons sans espoir de voir le soleil à cause de groupes armés qui entourent la cité* », déclaration d'un notable rencontré en interview ciblée à Kitshanga

1.1.1 Causes de l'insécurité

Dans la ville de Goma comme dans le Territoire de Masisi, les personnalités rencontrées révèlent que le manque d'actions de développement, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'impunité, la prolifération des groupes armés, l'influence des politiciens, et la mainmise de la conscience ethnique de plus en plus croissante dans la communauté semblent être les principales causes de l'insécurité.

Causes de l'insécurité dans la Ville de Goma

Les participants aux séances de focus group et les informateurs clés rencontrés lors des interviews ciblés à Goma classent les causes d'insécurité de la manière suivantes: **Causes endogènes**

- Chômage des jeunes poussant ces derniers à chercher l'argent à tout prix
- Certains éléments de l'armée et de la police issus des groupes armés qui n'ont pas reçu une bonne éducation morale en vue de protéger les paisibles citoyens et leurs biens et certains occupent même des postes de commandement ;
- La présence des enfants dans la rue communément appelés Maibobo non encadrés qui tracassent et ravissent par force les biens de valeurs aux paisibles citoyens.
- Les commerçants ayant le monopole de certains produits fixent les prix à leur guise ce qui crée d'énormes difficultés pour une grande partie de la population ayant un pouvoir d'achat très pauvre.
- Manque de courant électrique dans certains quartiers qui favorise la dissimulation des bandits et les hommes en armes qui tracassent la population.
- La mainmise de la conscience tribale et ethnique sur la conscience nationale : chaque groupe ethnique cherche à affirmer sa force par rapport aux autres. On constate que les membres de différentes communautés ethniques ne veulent pas vivre ensemble
- La mauvaise gouvernance
- Les policiers et les militaires mal payés
- La multiplicité des taxes aussi créent de l'insécurité surtout aux petits commerçants - La Présence d'un camp militaire au milieu de la ville (camp Katindo)

Parlant des causes de l'insécurité dans la ville de Goma, une personnalité interrogée lors d'une interview ciblée nous a déclaré : « *C'est le non encadrement des démobilisés, la présence des enfants dans la rue et l'exode rurale car on a remarqué que un nombre non négligeable des motards¹ sont des « maï maï » : ils sont motards la journée et ils opèrent comme bandits la nuit. »*

Pour expliquer la cause de l'insécurité, un étudiants participants au focus groups a expliqué : « *Manque de motivation des agents de sécurité : Le montant de 80 000FC qu'ils reçoivent comme salaire ne suffit pas pour joindre les deux bouts du mois. »*

Parlant du danger d'avoir le camp au milieu de la ville, un habitant de Kasika a dit : « *ce sont les militaires du camp qui insécurisent la population car avec 20\$ seulement, on peut tuer quelqu'un ici »*

Causes exogènes

- La perméabilité des frontières de la RDC.
- Le commerce clandestin des armes dans la région

¹ Motard= conducteur de taxi moto

Un étudiant nous a déclaré : « *La situation géographique de la ville de Goma fait que certains bandits armés rwandais viennent voler, escroquer et braquer nos banques ici à Goma* »

« *Les minutions traversent les barrières au vus des agents de sécurité* », une jeune femme membre du groupe de jeune de Kitshanga.

« *En 2015, lorsqu'il n'y avait pas de soldats congolais à la frontière, beaucoup de soldats rwandais venaient piller et tracasser les gens ici chez nous. Mais depuis qu'on les a placé làbas ça va quand même* », un homme leader communautaire participant au focus group au quartier Bujovu.

Causes de l'insécurité dans le territoire de Masisi

Les habitants rencontrés à Kitshanga et à Sake ont classé les causes de l'insécurité de la manière suivante

- La corruption et l'impunité de la part des autorités à différents niveaux : certains bandits sont précocement relâchés par les services de sécurité et ces derniers viennent alors faire des règlements des comptes
- Le tribalisme entraine certaines personnes à entrer dans des groupes armés : les politiciens influencent les jeunes à adhérer à des groupes armés
- L'échec de la réintégration des démobilisés (communément appelés « demobes ») dans la vie civile sans kit de réinsertion (ou avec des kits de réinsertion insuffisant) et sans encadrement socioéconomique et professionnel.
- Le chômage des jeunes qui se réfugient ainsi dans des groupes armés. La transformation des plantations des cultures industrielles en pâturages a créé ainsi le chômage des jeunes actifs.
- L'aggravation des problèmes fonciers. Dans la chefferie des Bashali, comme dans l'ensemble du Territoire de Masisi, ces conflits fonciers englobent²: le non-respect des Limites (champs, parcelles...), les conflit de succession, la destruction des champs, le conflit de spoliation, le vol et pillage des bétails, la conflits relatifs au paiement des redevances foncières, le problème de découpage territorial (Voies de passage des bétails), le zonage (Espaces réservés à l'élevage et à l'agriculture), le conflit de déguerpissement, les Conflits de Pouvoir, les actes de cruauté contre les bétails
- L'effectif du régiment militaire est trop faible pour assurer la sécurité de toute la chefferie et faire face aux nombreux groupes armés
- Mauvaise procédure de recrutement des policiers et des militaires

Un jeune participant au focus group à Kitshanga a déclaré : « *Lorsqu'on dénonce les bandits au service de renseignements, ce même service de renseignements dévoile l'identité de celui qui a dénoncé aux bandits et cela crée de l'insécurité dans le milieu suite aux menaces et règlement de compte de ces malfrats* »

« *Nous observons la manipulation des jeunes par les politiciens pour adhérer à des groupes armés à connotation tribale* », déclaration d'un jeune lors du focus group organisé à Kitshanga. Un autre jeune le complète en ces termes « *Les démobilisés qui n'ont pas reçus la totalité des kits de réinsertion qu'ils devaient recevoir via le projet DDR retournent dans leurs banditismes en tracassant la population* »

² Action Solidaire pour la Paix, Rapport d'évaluation du projet de transformation non violente des conflits inter communautaires liés à la gestion des terres rurales en Chefferie des Bashali, 2015

« Le recrutement des militaires et policiers ne se fait pas bien dans notre pays mais aussi les grades sont distribués sans mérite », Un défenseur de droit de l'homme participant au focus group de Kitshanga.

1.1.2 Signes de l'insécurité

Plusieurs signes d'insécurité sont observés par la communauté. Les signes visibles de l'insécurité dépendent d'un milieu à un autre. Notons que certains signes sont communs aux milieux urbains et ruraux. Les informateurs clés rencontrés citent les signes suivants observables à la fois à Goma, à Kitshanga et à Sake. Il s'agit de:

- Fréquentes tracasseries (par la PCR, PNC, FARDC et certains services de l'état)
- Circulation limitée à certains endroits
- Peur de rencontrer un policier ou un militaire la nuit
- Les bandits arrêtés sont vite relâchés
- Fréquence de plus en plus élevée du phénomène de kidnapping
- Chômage, pauvreté
- Retard des salaires
- Les patrouilleurs qui ravissent l'argent, les téléphones et autres biens de valeurs la nuit
- Monnayage de l'enrôlement des électeurs
- On enregistre parfois des cas de justice populaire
- Circulation des armes entre les mains des civils
- Corruption des agents de l'état dans divers services (douane, aéroport, PNC et autres)

Signes particuliers dans la ville de Goma

- Fermeture des magasins et boutiques à 18h
- Vols fréquents opérés par les enfants dans la rue (maibobo)
- Le traque des opposants par les agents de l'ANR dissimulés dans la population, ce qui crée une méfiance mutuelle et limite de ce fait la liberté d'expression
- Cas d'assassinat dans certains quartiers de la ville
- Vol par des bandits à mains armées
- Vol des biens par les agents de l'ordre lors des interventions dans le milieu étudiant
- Manque d'électricité, d'eau et des routes dans certains quartiers
- Pas d'intervention rapide de la police en cas d'agression par des voleurs à mains armées
- Présence des bandits aux arrêts de bus
- Vol des motos, la nuit par les bandits armés
- Pas d'intervention rapide en cas d'incendie
- Tapage nocturne de certaines églises
- Les élèves et étudiants chassés de manière intempestive par manque de frais scolaires ou académiques

L'encadré suivant présente quelques illustrations de la manière dont les habitants de Goma présentent les signes d'insécurité :

« Pendant la nuit et même la journée on assiste au phénomène de kidnapping et enlèvement et on est entouré par beaucoup d'agents de renseignement. », Etudiant participant au focus group des étudiants de l'ISC et ISDR/GL

Pour expliquer le cas de justice populaire et des attaques des bandits armés dans certains coins de la ville de Goma une étudiante participant au focus group du Campus du Lac explique : *« j'habite dans le quartier KASIKA à côté du camp militaire, il y a deux mois, deux militaires ont été tués pendant la nuit lorsqu'ils étaient en train de barrer la route aux gens qui rentraient chez eux le soir. Il y a même un voisin qui a été tué devant notre maison et un ami a reçu trois balles dans les jambes dans le quartier »*

Pour illustrer les erreurs lors d'interventions de la police en milieu universitaire, un étudiant nous a révélé que *« Lors des bagarres inter-étudiants enregistrées au Campus Universitaire du lac, les policiers arrivent mais au lieu de s'imprégner de la situation des étudiants, ils ravissent téléphone, argent, ordinateur et embarquent ceux qui n'ont rien avoir avec la situation. »*

Signes particuliers dans le territoire de Masisi

- Présence de plusieurs groupes armés actifs qui contrôlent certains milieux
- Accès difficile aux champs et parfois dangereux à cause de la présence des groupes armés. L'effectif des gens qui vont aux champs et qui ne revienne pas ne fait qu'augmenter.
- Faible effectif des militaires et des policiers : La baisse des effectifs des militaires durant les 2 dernières années a contribué à l'augmentation du niveau d'insécurité
- Fréquents affrontements des groupes armés entre eux et contre les FARDC
- Les coups de feu sont régulièrement entendus
- Plusieurs cas d'arrestation arbitraire
- Difficulté de sortir de la maison après 18 h.
- On ne peut pas se promener librement dans les quartiers proches de Ngingwe
- Les habitants d'un même quartier ne sont pas unis à cause du tribalisme
- Les agents de l'ordre traitent par extrapolation les habitants comme des rebelles : les hutus sont confondus à tort au groupe armé APCLS, les hutus aux Nyatura et les tutsis au M23 ou militaires rwandais
- Nombreuses barrières érigées par les groupes armés et le pouvoir public ne fait rien pour les y empêcher
- Les minutions traversent les barrières au vue des agents de l'Etat
- Les FDLR se sont rapproché davantage de la cité de Kitshanga au cours de deux dernières années
- L'instabilité du taux de change a été aussi à la base de l'augmentation du niveau de l'insécurité
- Depuis que les commandos ont été permutés en 2015, le niveau d'insécurité ne fait qu'augmenter
- Un nombre important de criminels et bandits sont relâchés et se retrouvent donc à l'extérieur des prisons
- L'état ne fait rien pour améliorer la sécurité
- La recherche effrénée de l'argent fait que les habitants sont devenu des « tigres » pour les autres.

« Le niveau d'insécurité a été à la hausse pendant la préparation des festivités de fin de l'année 2016 à cause de la pauvreté. En effet, tout le monde cherchait de l'argent pour fêter. Ainsi, les gens sont devenus de tigres pour les autres », Autorité de la police interrogée.

« Les agents de l'ordre nous traitent tous comme des rebelles : les hundes sont confondus à tort aux rebelles de APCLS, les hutus aux Nyutura et les tutsi au M23 ou militaires Rwandais. De plus, les agents de l'ordre s'ils vous voient mal habillés, ils vous confondent aux membres des groupes armés », un jeune sans emploi participant au focus group de l'association de jeunes de Kitshanga.

« C'est suite à l'insuffisance des éléments de la police et de FARDC que la jeunesse a décidé de se prendre en charge en ce qui concerne la sécurité. Les patrouilles ne sont pas partout, c'est seulement dans les quartiers Katanda et Mungote. », Un enseignant participant au focus group des leaders communautaires de Kitshanga.

« Pas de sécurité, mais dans le quartier Kitobo, les habitants eux-mêmes font la sécurité et attrapent souvent des voleurs et les tuent. Dans ce milieu, il y a des tueries des hommes et des bétails mais aussi les forces de l'ordre ne montrent pas la performance pour assurer la sécurité de la population. On tue les gens même pendant la journée ; ici chez nous blesser quelqu'un est un fait normal », une jeune femme, membre de l'association de jeunes de Kitshanga.

« ... on voit aussi des tueries et vols des bétails mais aussi entre nous la population, il n'y a pas d'unité car le tribalisme bat son record ici. Il y a des soldats qui s'enivrent pendant la journée et les bandits en profitent pour leur ravir les armes », une jeune femme, membre de l'association de jeunes de Kitshanga

« ...ici à Kitshanga pour le moment, il y a une petite amélioration tandis que dans les localités aux alentours ce sont des affrontements entre les groupes armés. Toutefois, on ne peut pas terminer 3 jours ici sans entendre des coups de balles », Un homme, défenseur de droit de l'homme participant au focus group à Kitshanga.

1.1.3 Les principaux acteurs de l'insécurité

Les acteurs d'insécurité dans la ville de Goma

Les participants ont identifié des nombreux acteurs de l'insécurité qui opèrent différemment selon les moments et leurs champs d'intervention: Les hommes en armes, les services de l'ordre, les enfants dans la rue sont les plus fréquemment cités. Voici la liste des acteurs d'insécurité tels qu'ils sont cités par les habitants de Goma :

- Les bandits et personnes armées non identifiés
- Les membres des groupes armés qui s'introduisent dans la ville suite à l'exode rural
- Certains agents de la police (PNC et PCR). Les PCR sont accusés de tracasser les conducteurs d'engins roulant tandis que la PNC tracasse la population surtout pendant la nuit
- Certains militaires des FARDC
- Certains agents de l'ANR
- Les militaires blessés de guerres
- Les démobilisés non correctement insérés dans la communauté
- Les enfants dans la rue appelés « maibobo » que l'on retrouve à certains endroits de la ville, notamment aux arrêts bus, autour des marchés et des bistrots.
- La population désœuvrée
- Les étudiants sans conscience

- Les enfants et les veuves des militaires qui sont parfois des menaces pour les habitants des quartiers environnant le camp militaire
- Les agents de l'état véreux et corrompus, surtout ceux qui prestent à la douane
- Les politiciens assoiffés du pouvoir qui incitent la population à la violence
- Le gouvernement accusé de ne pas motiver les policiers et les militaires, de ne pas payer les agents de l'Etat et de ne pas sanctionner les bandits

L'encadré suivant illustre les explications données par les habitants sur les rôles des acteurs cités :

Un étudiant rencontré au focus group de l'ISC et ISDR/GL a déclaré « (...) *les assoiffés du pouvoir sont aussi les acteurs de l'insécurité en incitant la population à la violence car ici chez nous, nous observons que l'on applique « Qui veut le pouvoir prépare la guerre » c'est-à-dire qu'il n'y a pas de pouvoir sans écoulement de sang »*

Parlant du Gouvernement comme un des acteurs d'insécurité, un homme, leader communautaire participant au focus group dans le quartier Kasika a dit : « *Le non paiement des policiers et l'impunité des voleurs par le gouvernement sont à la base de l'insécurité vécu dans notre quartier. De plus, si le gouvernement n'autorise pas la justice populaire comme à l'époque de M23, donc il contribue aussi à la tracasserie de la population car pendant la période de M23 nous tous nous avons vu comment les voleurs avaient disparus de la ville »*,

Un autre étudiant participant au focus group des étudiants du Campus du Lac a déclaré « *Par exemple pour une population qui vit à côté d'un camp militaire, les gens ne peuvent pas se promener la nuit par peur de rencontrer un militaire ou un policier qui au lieu de demander la carte d'identité, eux ne demandent que l'argent et le téléphone »*.

Une femme leader participant au focus group de Kasika a révélé : « *Ce sont surtout les militaires qui créent de l'insécurité dans notre quartier : notre quartier est appelé actuellement « Busendo »³ c'est-à-dire le quartier où règne la plus grande insécurité à Goma »*

Un motard participant au focus group a dit « *Les agents de la police de circulation routière (roulages) sont comme nos rivaux. Quand nous sommes en infraction, ils nous arrêtent, ils nous font payer des amendes sans quittance. »* . Avec ironie son collègue lui pose la question « *Où pensez-vous trouver la quittance alors que l'argent n'entre pas dans le trésor public ? »*

Les acteurs d'insécurité dans le Territoire de Masisi

Dans les Territoires de Masisi, les acteurs d'insécurité le plus fréquemment cités sont les groupes armés, les services de l'ordre et les démobilisés.

Les principaux acteurs identifiés par les personnalités rencontrées sont :

- Les groupes armés qui pullulent dans le territoire
- Les démobilisés non encadrés⁴
- Les policiers (particulièrement de GMI) et les militaires des FARDC
- Les bandits et les voleurs non autrement identifiés

³ Busendo est un endroit très dangereux sur la route de Butembo où se passent souvent des attaques des coupeurs des routes

⁴ Il y a un groupe important de démobilisés qui reviennent Kamina

- Certains administratifs qui créent des taxes illicites
- Les politiciens et certains membres de communautés ethniques qui prêchent le tribalisme ou sensibilisent les jeunes à s'enrôler dans les milices ou groupes armés à connotation ethniques (appelé groupe d'auto-défense). Ils sont aussi accusés de distribuer les armes aux groupes armés pour protéger leurs intérêts personnels.

Une autorité de la police rencontrée à Kitshanga a déclaré : « *Il y a des bandits qui se déguisent en policiers pour commettre des exactions mais nous reconnaissons en même temps que l'équipe de la police qui a précédé l'actuelle tracassait la population.* ». Elle ajoute que : « *... ici récemment nous avons emprisonné des personnes qui avaient volé les téléphones des paisibles citoyens et opéraient sous la casquette et portaient les tenues de GMI* ».

Pour expliquer les acteurs d'insécurité, une femme professionnelle de sexe participant au focus group à Kitshanga a dit : « *adui hana rangi* » littéralement « *les bandits n'ont pas de couleur* », c'est-à-dire *il est difficile d'identifier les bandits parce qu'ils vivent au milieu de nous* »

« *Chaque ethnie a son groupe d'auto-défense, alors cela crée l'affrontement entre les habitants.* », une femme leader participant au focus group des femmes à Kitshanga

« *Le délégué du gouverneur crée de l'insécurité car il a déjà instauré des taxes illicites aux transporteurs des braises qui payent 1000FC par demi-sacs de braises transportés* », un homme défenseur de droit de l'homme participant au focus group de Kitshanga

« *... nous sommes en insécurité à tout moment et la menace est permanente avec les soit disant démobilisés venant de Kamina qui viennent déjà de créer un groupe armé pour déstabiliser la population. Ces « demobes »⁵ créent une grande menace pour notre groupement car on les a obligés à être réinsérés dans la population sans leur volonté ; donc le gouvernement sait ce qu'il prépare pour ces gens* », Un enseignant participant au focus group des hommes leaders de Kitshanga

« *Parmi les acteurs de l'insécurité, nous trouvons les élus du peuple qui créent la division entre les ethnies et distribuent des armes aux groupes armés pour protéger leurs intérêts personnels* », Un enseignant complété par un autre participant au focus group de leaders communautaire de Kitshanga.

1.2. Conséquences de l'insécurité

Les personnalités rencontrées ont cité les répercussions suivantes de l'insécurité que nous regroupons selon divers plans :

Plan	Répercussions
Economique	Chômage, pauvreté, frein au développement, moins d'investissement, fraude, enrichissement illicite, manque à gagner pour les commerçants obligés d'arrêter leurs activités à 18h, réduction des recettes, absence de banques en milieu rural ou semiurbain, hausse des prix des produits de première nécessité, multiplicité des taxes et impôts des différents services.
Sanitaire	Manque de sommeil, fréquence élevée des maladies (AVC, hypertensions, crises cardiaques et autres), difficulté d'amener un malade à l'hôpital la nuit avec comme conséquence l'aggravation du

⁵ « Demobes » qui veut dire démobilisés

	cas ou décès à domicile, Augmentation du taux de violence sexuelles, de la malnutrition et des épidémies, maladies en cas de viol
Agriculture	Perte de champs par les autochtones en cas de déplacement, augmentation des conflits fonciers, réduction de l'élevage et de la production agricole, vol des récoltes dans les champs, vol et tuerie des animaux d'élevage
Physique	Augmentation des exactions : Pertes en vies humaines, tueries, viols, maisons brûlés, enlèvement et kidnapping
Environnement	Difficulté d'organiser le tourisme
Education	Fuite de cerveaux, accroissement du taux d'analphabétisme, diminution du taux de scolarisation
Transport et communication	Violation des droits à la liberté de circulation et d'expression, Trop de barrières sur les routes où on tracasse la population
Gouvernance	Absence des dirigeants compétant
Humanitaire	Déplacement des populations, création des camps de déplacements interne, migration forcée de Goma à Gisenyi/Rwanda
Social	Augmentation de l'Esprit de vengeance, de jalousie, le tribalisme, augmentation du nombre d'orphelins et veuves, on perd la jeunesse de demain, augmentation de la prostitution, enrôlement des jeunes dans les groupes armés

Voici quelques illustrations de la façon dont les participants présentent les conséquences

« Les conséquences sont nombreuses, nous pouvons citer : manque de sommeil, perte en vies humaines, tribalisme, vengeance dans la population, fuite de cerveau c'est-à-dire certains professeurs préfèrent enseigner ailleurs qu'au sein de leur milieu d'origine, accroissement du taux d'analphabétisme », étudiants participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL.
« La conséquence c'est la mort, on s'entre tue, on se brule, il y a des règlements de compte », un conducteur de moto taxi complété par son collègue lors du focus group.
« La population n'exerce pas son activité quotidienne à la normale par peur d'être insécurisé par conséquent il y a baisse de la rentabilité, ça bloque les investissements et c'est un frein au développement », Etudiant complété par son collègue participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL
« La haine et la peur entre les membres du quartier, chasse à l'homme dans le quartier, multiples accusations des gens à la police, ce qui crée ainsi une perte de temps et l'appauvrissement de la population », Un habitant du Quartier Bujovu participant au focus group des leaders communautaires.
« L'insécurité a des répercussions sur la santé, lorsqu'un enfant tombe malade pendant la nuit on ne sait pas l'acheminer à l'hôpital, par conséquent on l'amène le lendemain en état déjà aggravé », Etudiant participant au focus group du Campus Universitaire du Lac.
« L'insécurité limite le tourisme, entraine le chômage, pousse la population à ne pas s'exprimer c'est-à-dire qu'elle limite le droit d'expression. A niveau de la douane, les agents de service douaniers s'enrichissent illicitement tout en occasionnant la fraude. On constate que la

population vit dans la pauvreté, il y a moins d'investissement et migrations de la population de Goma vers Gisenyi/Rwanda », Etudiant participant au focus group du Campus Universitaire du Lac.

« L'insécurité fait à ce qu'il n'y ait pas de développement, car lorsque vous élevez les animaux domestiques, vous êtes visité la nuit, c'est-à-dire que les inciviques viennent voler ou vous tuer. Même pendant la journée, les malfrats s'introduisent dans ton travail de petit commerce pour te menacer et exigent de leur donner les recettes de la journée et tout cela doit rester secret», une femme leader de Kitshanga

« La vie est devenue trop chère suite à la hausse des prix des aliments aux marchés qui s'explique par la baisse de la production agricole. En effet, les cultivateurs ont un accès limité aux champs cultivables. On assiste à une augmentation des déplacés internes et le déménagement de la population vers d'autres milieux comme Mweso ou Goma. Les parents sont incapables de payer les frais scolaires de leurs enfants. Il y a augmentation des violences sexuelles, car il y a des cas qui sont avoués mais d'autres restent couverts par les autorités corrompues. Il y a perte de la confiance entre les habitants et à l'égard de l'Etat», Un membre de l'association des jeunes de Kitshanga complété par ses collègues.

« Si j'étais le président de la République, je devrais payer d'abord les fonctionnaires puis construire des prisons, alors tout le monde qui commettrait des infractions, je le jetterai en prison. », une femme vendeuse du marché de Virunga.

1.3. Recommandations de la population pour atténuer l'insécurité

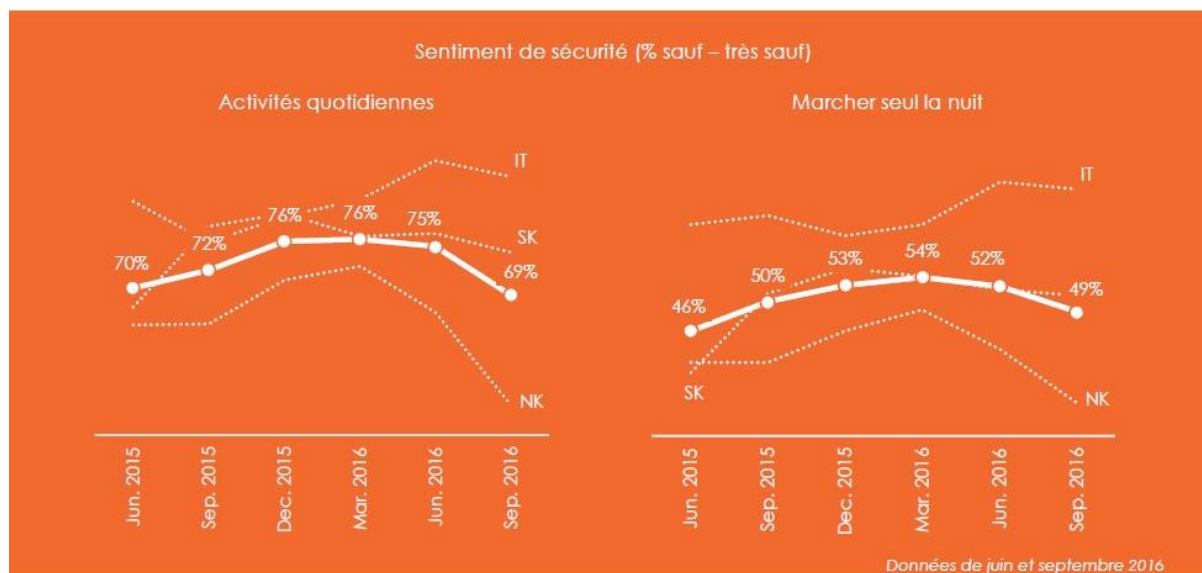
Pour réduire sensiblement l'insécurité, les habitants rencontrés dans la Ville de Goma et dans le Territoire de Masisi proposent :

- Qu'il y ait des attaques continues contre les groupes armés afin qu'ils soient affaiblis
- Que les autorités fassent des bouclages et des couvre-feux pour récupérer les nombreuses armes qui circulent dans la population
- Eloigner les camps militaires loin de la ville
- Que l'éclairage public soit installé dans tous les quartiers
- Sensibiliser la police sur sa mission ; restructurer et organiser les mutations surtout pour les personnes recrutées sur place
- Partager équitablement des ressources de l'Etat et améliorer des conditions socioéconomiques de la population
- Renforcer les capacités des militaires, des policiers, des services de l'Etat et des services de renseignement en matière sécuritaire
- Renforcer la capacité des autorités de base (Nyumba Kumi, chef de quartier etc)
- Restaurer l'autorité de l'Etat dans les différents milieux
- Décourager la collaboration des militaires loyalistes avec les groupes armés
- Sensibiliser de la population pour lutter contre le tribalisme et les anti-valeurs
- Que les autorités locales s'approchent davantage de la population afin de récolter toutes leurs plaintes
- Que les militaires collaborent bien avec la population et qu'ils arrêtent de considérer toute la population de Masisi comme des rebelles

- Mettre fin à la présence de la MONUSCO dans le pays parce que sa missions ne serait pas remplie
- Augmenter l'effectif des soldats dans le territoire de Masisi
- Donner des numéros matricules aux policiers qui n'en ont pas encore
- Payer un salaire décent aux agents de l'Etat, aux militaires, à la police et aux magistrats
- Initier les projets qui intègrent toutes les communautés et les différentes couches sociales
- Créer l'emploi en vue de réduire le chômage chez les jeunes et les démobilisés
- Construire des centres de cohésions sociales.
- Augmenter les nombres de militaires et policiers dans le Territoire de Masisi car leur effectif est insuffisant
- Interdire les « marchés noirs ⁶ » dans les camps militaires et policiers

1.4. Explication des tendances de l'insécurité et solutions proposées

Les résultats des sondages réalisés depuis juin 2015 montrent une dégradation de la situation sécuritaire surtout au Nord-Kivu comme on peut le lire dans le graphique suivant. Nous avons cherché à recueillir les explications données par la population concernant cette tendance dans les milieux visités à savoir la Ville de Goma et le territoire de Masisi.



Source : Sondage sur la Consolidation de la paix et reconstruction, rapport 8, Novembre 2016

Légende : IT= Ituri

NK= Nord-Kivu

SK=Sud-Kivu

Quel est le problème qui explique l'augmentation de l'insécurité à Goma ?

Pour les enquêtés, ce qui explique l'augmentation de l'insécurité dans certains quartiers de la ville c'est principalement :

- Un mauvais recrutement des agents de l'ordre
- Protection des bandits par ceux-là même qui devaient les sanctionner

⁶ Le « marché noir » est celui qui se crée dans les camps militaires ou des camps des policiers où l'on vend des objets volés.

- La population a peur de dénoncer les criminels et autres malfrats car dès qu'ils sont arrêtés, on les relâche quelques heures ou jours après
- La corruption et l'impunité
- Le pouvoir de l'état est faible
- L'instabilité politique, le non-respect de la constitution et la fin du mandat du Président de la République
- La sensibilisation à la haine au sein des communautés ethniques
- Pas de permutation des policiers et militaires entre différentes provinces
- L'exode rural qui impacte négativement le niveau sécuritaire dans la ville – Il y a trop d'armes qui circulent au sein de la communauté
- Manque d'électricité, de l'eau et des routes dans certains quartiers
- Hausse du taux de change de la monnaie

« Le problème serait aussi la façon dont le recrutement des agents de l'ordre se fait ; on recrute souvent des personnes mal éduquées qu'on injecte dans l'armée et la police, et par après ce sont ces personnes qui maltraitent la population », une femme leader participant au focus group au quartier Bujovu.

« Notre Etat contribue aussi beaucoup à l'insécurité car les voleurs et bandits sont souvent protégés par certaines autorités surtout ceux de l'ANR, des FARDC et de la Police », une femme leader participant au focus group au quartier Bujovu

Une personnalité rencontrée en interview ciblé dans le Quartier Kasika nous a expliqué : *« En 2015, l'insécurité était à la hausse mais actuellement, à partir du début de 2016, ça va quand même suite à l'installation du circuit de pompage d'eau que Mercy Corps a placé dans le quartier, le déplacement des militaires blessés de guerre à Rumangabo, l'interdiction du port d'armes pendant la journée par les militaires et policiers dans le quartier et la justice populaire que la population appliquait pendant les années passées »*

Quel est le problème qui explique l'augmentation de l'insécurité à Masisi ?

La quasi-totalité des groupes rencontrés à Kitshanga et à Sake reconnaissent la tendance à l'augmentation de l'insécurité au cours de deux dernières années. Les enquêtés expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité au cours de ces deux dernières années par :

- Depuis qu'on avait brûlé la cité en 2013, la situation s'est empirée davantage
- Les guerres ne se terminent pas car les FARDC n'ont pas la force d'éliminer définitivement les groupes armés
- Les camps de déplacés internes que l'on crée n'importe comment augmente aussi le niveau d'insécurité
- Il y a une complicité de certains agents des services de sécurité (surtout de la police GMI) avec les voleurs à mains armées. Cela augmente le niveau d'insécurité.
- En matière d'insécurité, les deux dernières années se ressemblent. En effet, au cours de ces 2 dernières années, on enregistre beaucoup de personnes assassinées, torturées, volées, violées, des nombreux cas de braquage et de kidnapping.
- Le problème de tribalisme ne fait que s'aggraver.
- La situation d'insécurité devient insupportable, ce qui oblige certains habitants d'aller s'installer dans des coins un peu plus sécurisés comme Mpati et Kirumu.

- L'augmentation de l'insécurité est due à la manipulation des politiciens pour leurs propres intérêts étant donné que nous nous approchons des élections. Mais aussi, c'est suite à la multiplicité des groupes armés considéré comme des groupes d'auto-défense. Les politiciens viennent créer la division entre les communautés.

L'encadré ci-dessous donne quelques illustrations de la manière dont les habitants de Kitshanga et Sake expliquent la tendance du niveau d'insécurité dans leur milieu.

« Le niveau d'insécurité est à la hausse car dans nos prisons actuellement on ne retrouve plus des gens qui ont tués mais plutôt des gens ayant des dettes. La majorité des bandits et criminels sont donc à l'extérieur de la prison et font tout ce qu'ils veulent. », Un homme démobilisé participant au focus group de Sake.

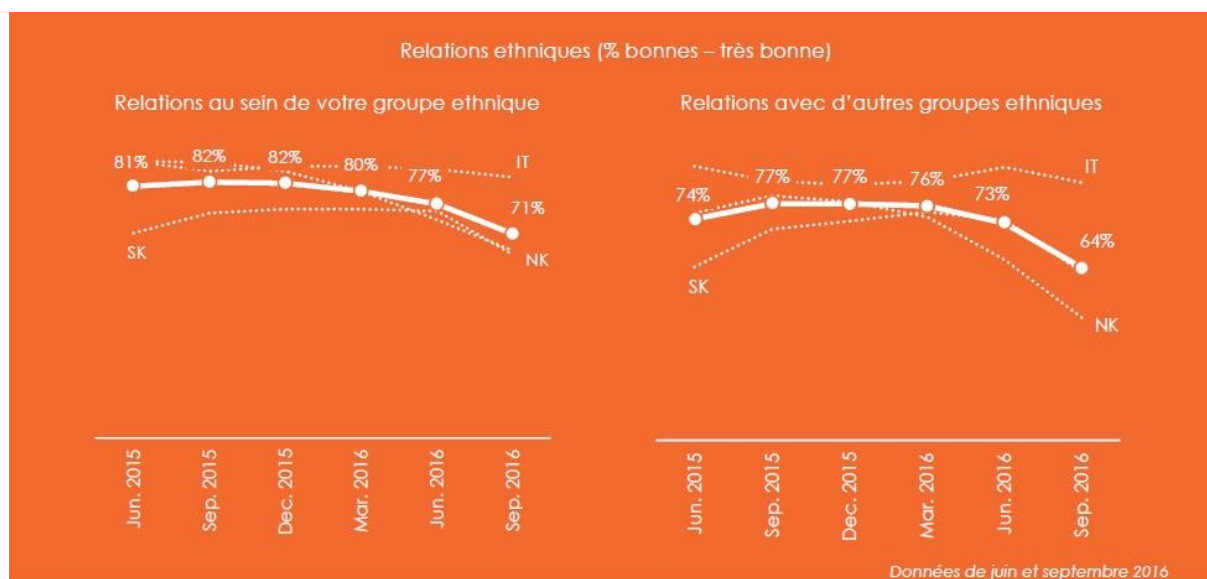
« Depuis que les commandos ont été permutés en 2015, le niveau d'insécurité est entrain d'augmenter. Il y a eu plus d'assassinats et d'enlèvement en 2016 par rapport à 2015, les cas de viols ont aussi augmenté », un homme participant au focus group des leaders de Sake.

« L'insécurité financière dans la cité de Sake était moindre en 2016 par rapport à l'année 2015. En 2015, il y avait des mouvements de retour de la population ce qui a occasionné une famine généralisée dans la cité. », une femme cultivatrice participant au focus group de Sake

« En 2016, les éleveurs ravissaient les champs de cultivateurs pour la création des pâturage en faveur de leurs bétails. Cela avait causé un conflit entre ce deux catégories socioprofessionnelles, d'où le niveau d'insécurité était plus élevé qu'en 2015 », une femme couturière participant au focus group de femmes leaders de Sake

1.5. Appréciation de la relation au sein de la communauté

Les résultats des sondages réalisés depuis juin 2015 montrent une tendance à la baisse du pourcentage des personnes qui jugent que la relation entre les membres du même groupe ethnique et même pour les membres des groupes ethniques différents est « bonne ou très bonne ».



Source : Sondage sur la Consolidation de la paix et reconstruction, rapport 8, Novembre 2016

1.5.1 Relations entre les habitants du même quartier/village

En général, une parfaite collaboration existe entre les jeunes et les enfants de certains quartiers. Pour les adultes, il y a une certaine méfiance surtout lorsqu'il s'agit des ménages de statut social différent ou d'ethnie différentes. En milieu urbain, les habitants sont généralement préoccupés par la recherche des moyens de subsistance. Ainsi, chacun a tendance à s'occuper de ses affaires. Notons cependant que dans certains quartiers ou village, le tribalisme est en train de gagner du terrain.

« Dans la commune de Karisimbi, la collaboration existe car les parcelles ne sont pas clôturées et les gens ne se suffisent pas économiquement. Les habitants se soudent ainsi davantage actuellement en s'entraidant mutuellement », Etudiant participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL.

« A Goma, dans certains quartiers, les relations ne sont pas bonnes car une maison peut bruler alors que les voisins observent seulement en filmant l'incendie. A Bukavu, ce n'est pas le cas », Etudiant participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL

« Les relations sont bonnes sauf les petits problèmes des classes sociales : les riches vivent avec les riches et les pauvres avec leurs semblables », Etudiant participant au focus group organisé au Campus Universitaire du Lac.

« Au quartier Kasika, il y a une bonne collaboration, car si le voisin a un problème, c'est tout le monde qui participe. Il y a collaboration car on s'entraide mutuellement en cas d'incendie ou vol à mains armées. Mais on n'est pas encore au même niveau de collaboration comme la population de Bukavu. Toutefois, dans le quartier, les gens riches dans des maisons en matériaux durable surtout ne sortent pas la nuit quand le voisin a un problème », Une femme participant au focus group des leaders communautaires du quartier Kasika.

1.5.2 Relations entre les membres du même groupe ethnique

Au village, les relations intra ethniques sont généralement bonnes. Ils sont généralement unis surtout en cas de problème. Les comités se réunissent régulièrement pour renforcer la cohésion. Toutefois, la division intervient en cas de conflits d'héritage, des conflits fonciers ou des affaires coutumières. En ville, les membres d'une même ethnie se rapprochent davantage surtout pendant les événements heureux (mariage) ou malheureux (décès).

« Au village, les relations intra ethniques sont plus mauvaises suite aux problèmes d'héritage, les délimitations de champs et affaires coutumières. En ville, ils se rapprochent davantage avec une face cachée, ils se regroupent en ethnie pendant les mariages, les décès ou après les réunions communautaires. Le « villagisme ⁷ » n'est pas affiché en ville mais observable, il y a la douceur dans la manière de traiter les problèmes », Un membre de la Société Civile.

« ...d'ailleurs les personnes créent des amitiés facilement lorsqu'il s'agit des gens de même tribu. », Etudiant participant au focus group organisé au Campus Universitaire du Lac.

« Ici les gens se partagent les moments de joie selon les ethnies, c'est-à-dire dans chaque ethnie il y a une parfaite collaboration mais entre les ethnies ça ne va pas encore, chaque

⁷ Le « villagisme » veut simplement signifier l'amour ou l'attachement manifesté par les personnes provenant d'un même village.

ethnies s'occupe de son affaire », Un Commandant de la Police rencontré à Kitshanga. Pour expliquer la pertinence des problèmes d'héritage et des affaires coutumières, une femme professionnelle de sexe donne un exemple : « Un chef de groupement a été tué par ses proches (ses propres frères) une semaine avant la visite des enquêteurs à 3 Km de Kitshanga. »

1.5.3 Relations entre les membres des groupes ethniques différents

Les relations entre les membres de différentes ethnies sont bonnes lorsqu'ils partagent des intérêts communs. Cependant, avec les guerres inter ethniques enregistrées dans les territoires, c'est la méfiance, l'hypocrisie, la peur et la haine qui caractérisent ces relations même en milieu urbain. Les participants ont révélé que les politiciens ont un rôle important dans la montée des conflits ethniques, principalement ils créent des groupes armés pour inciter à les violences entre les communautés en vue de gagner la confiance au sein de leurs propres communautés comme des milices d'auto-défense. On constate que les groupes armés, pourtant formés des bandits, sont étiquetés et lié à tel ou tel autre communauté ethnique.

La sensibilisation, les rencontres de dialogue, la prise en compte des toutes les communautés ethniques lors du partage du pouvoir et la création des projets intégrateurs semblent être les principales solutions proposées pour la cohabitation pacifique entre les ethnies.

« Il y a collaboration seulement entre les membres d'une même ethnie. Surtout les voisins Nande et Hutu ne collaborent pas bien suite au tribalisme. Aussi dans certains quartiers les enfants peuvent bien collaborer entre différents ménages mais les parents non. », Etudiant participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL

« Il y a 20ans ou 25ans, les conflits interethniques dans les territoires à l'intérieur de la province ont poussé les habitants de migrer vers la ville de GOMA avec leurs problèmes. Par conséquent, ils entretiennent une relation hypocrite. Quelqu'un qui a vu sa case brûlé ou son frère tué par un membre d'une autre ethnie au niveau du territoire, lorsqu'il est dans la ville, il considère les membres de l'autre ethnie comme ses ennemis. », Un membre de la société civile qui nous accordé une interview ciblée.

« Lorsqu'il y a un intérêt commun, les affaires des tribus ne comptent pas et d'ailleurs pour les enfants qui sont nés et grandis dans la ville, un voisin c'est un voisin s'il a seulement une bonne conduite, son appartenance tribale ne représente pas trop dans une relation. », Etudiant participant au focus group du Campus Universitaire du Lac.

« Les différents groupes ethniques ne collaborent pas bien car les conflits tirent origine dans les territoires et dans l'histoire. Par exemple, moi je suis Hutu et les Nandé tuent et massacrent mes frères et sœurs à Bwito est-ce que même si nous sommes en ville, je serai en bonne relation avec cette communauté ? », Etudiant participant au focus group du Campus Universitaire du Lac.

Pour expliquer la difficulté d'exécution des projets intégrateurs, une femme professionnelle de sexe a donné l'exemple suivant : « Dans le cadre du projet de l'Action Agro Allemande qui œuvrait dans l'entretien de routes de desserte agricole, nous avons constaté qu'au moment du recrutement, les personnes prisent n'étaient que d'une même tribu et pour les autres il fallait payer une somme de 25\$ pour être embauché. »

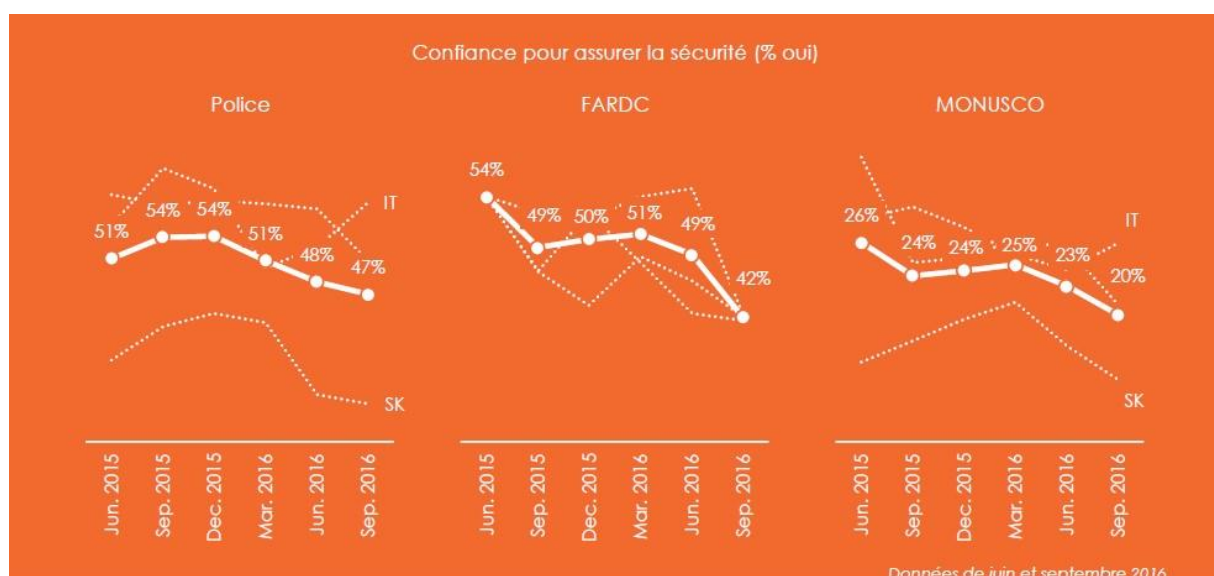
Solutions proposées par les habitants pour améliorer les relations entre les habitants

- Aux églises de prêcher la vertu morale et spirituelle au lieu de focaliser leur attention sur la prédication relative à des offrandes
- Favoriser la politique des « non originaire » étant donné que la promotion des groupes ethniques renforce le tribalisme et les favoritismes
- Organiser des rencontres interethniques autour des chefs coutumiers afin de concilier les points de vue et aplanir les divergences.
- L'implication des services de sécurité à l'intérieur de la province pour éviter l'exode rural
- Les politiciens cessent de manipuler la population.
- Le gouvernement doit arrêter les gens qui manipulent la population.
- Pour éviter des conflits, il faudra à la fois tenir compte des minorités et des majorités lors du partage des pouvoirs. Il faut donc organiser la rotation ethnique au pouvoir.
- Il faut créer les commissions de sensibilisations à la cohabitation pacifique où chacun doit sensibiliser dans sa langue maternelle
- Il est souhaitable que le Gouvernement et ses partenaires apportent des projets intégrateurs dans la communauté pour son développement et construise des centres interculturels pour les jeunes
- Que les autorités locales et les politiciens œuvrent pour la paix en favorisant la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des communautés
- Que le Gouvernement neutralise les groupes armés (NYATURA, APCLS, CHEKA etc) pour que la paix revienne
- Favoriser les mariages entre différentes communautés ethniques

1.6. Confiance de la population envers les principaux acteurs de la sécurité

La confiance envers les principaux acteurs de la sécurité étant mesurée en fonction des actions que ces derniers posent au sein de la population, il a été remarqué que le niveau de confiance n'est pas le même pour lesdits acteurs. Parmi les principaux acteurs de la sécurité, seuls la police, la FARDC et la MONUSCO ont concernés notre étude.

Notre étude montre que les opinions des personnalités rencontrées confirment les résultats des sondages tels qu'ils sont présentés dans les graphiques ci-dessous.



Source : Sondage sur la Consolidation de la paix et reconstruction, rapport 8, Novembre 2016
Légende : IT= Ituri NK= Nord-Kivu SK=Sud-Kivu

1.6.1 Police

Le niveau de confiance envers les policiers est très faible dans les villes que dans les cités visitées au Nord Kivu. Le plus souvent ce sont les policiers faisant la patrouille pendant la nuit qui sont en même temps les premiers semeurs de l'insécurité dans les quartiers reculés où il n'y a pas d'éclairage public. Pour les policiers affectés à la garde d'une autorité militaire ou civile, souvent la tendance à vouloir tracasser la population est réduite par peur d'être identifié et repéré par la population.

« Nous avons zéro confiance à nos acteurs de sécurité ; au lieu que la police soit proche de la population pour la protéger, elle est proche de la population pour la piller et la mettre mal à l'aise ; bref nous vivons une situation anormale », Un étudiant participant au focus group du Campus Universitaire du lac

« Les policiers de la rue ou faisant la patrouille volent mais ceux faisant la garde d'une autorité ne volent pas car on sait comment les retrouver facilement » Une étudiante de l'ISC

« Afazali mwizi kuliko polisi yetu » ce qui vaut dire « Mieux vaut un voleur qu'un policier chez nous », déclaration d'un motard de la ville de Goma

Parmi tous les groupes repartis au sein de la police, celui de GMI (groupe mobile d'intervention) semble être le plus cité comme semeur d'insécurité. Cette observation étant faite dans la ville de Goma que dans la cité de Kitshanga.

« Mieux vaut le PD que le GMI ; cette police nous a déjà fait beaucoup de mal et nous ne pourrions pas négocier avec eux aujourd'hui, s'il y a un problème dans la ville nous allons les égorger » Un motard de la ville de Goma

« On n'a pas confiance en la police, surtout celle de GMI », Un jeune à Kitshanga

Au cours de deux dernières années, la tendance du niveau de confiance envers la police a connue de variations sensibles à la baisse dans la ville de Goma que dans les cités de Sake et Kitshanga. En effet, avec le mixage, il y a eu un grand nombre des jeunes provenant des groupes armés qui ont intégrés l'armée et la police nationales sans avoir subi une quelconque formation au préalable. Cette intégration aurait ainsi eu des effets négatifs sur la sécurité de la population. Selon les déclarations de la population, les autorités militaires et policières n'arrivent pas à bien surveiller et contrôler les actes de ces nouveaux policiers. Ces derniers seraient déjà habitués à tracasser la population dans la brousse et n'arrivent pas à abandonner ce mauvais comportement même dans les villes ou cités où ils sont affectés.

« Les policiers sont des bandits car ils sont issus des groupes armés et ne sont là que pour surveiller la population dans l'objectif de piller cette dernière » Une femme professionnelle de sexe à Kitshanga

« La mission de la police est de protéger la population et leurs biens mais ils sont plutôt entrain de tracasser et piller la population ; beaucoup d'entre eux n'ont pas suivi une formation policière car venus des groupes armés », Une femme leader à Kitshanga

Un autre élément à mentionner serait la tendance des policiers à vouloir sécuriser les personnes selon leur origine tribale. Cette situation a été beaucoup plus observé dans la cité

de Kitshanga où les guerres tribales ont été beaucoup vécu dans les passés et leurs effets continuent à se manifester jusqu'à maintenant. L'adhésion des jeunes dans des groupes armés étant faite, pour la plupart des cas, pour des raisons de vouloir protéger leur communauté et combattre ainsi tous les ennemis de ladite communauté ; ces jeunes intègrent ainsi la police avec cet esprit. Durant les focus groups, cette tendance a été ainsi observée dans les cités que dans la ville de Goma.

« L'appartenance de la police à une tribu pousse aussi cette dernière à favoriser le désordre ; lorsqu'il y a manifestation des personnes de sa communauté, elle passe aussi devant pour soutenir les manifestants au lieu de remettre de l'ordre » Une femme à Kitshanga

« Les policiers aussi sont des tribalistes car ils protègent certaines personnes selon leur obédience tribale », Un jeune à Kitshanga

« Moi je n'ai pas confiance en la police parce qu'elle protège ses siens c'est-à-dire les personnes dans sa communauté ou tribu » Une femme à Sake

Signalons aussi que les problèmes de paiement et d'impunité des agents de l'ordre restent toujours les facteurs, les plus cités, favorisant les tracasseries de la population par lesdits agents de l'ordre, dont les policiers et les militaires. La faiblesse du gouvernement, en ce qui concerne le paiement des policiers et l'impunité des bandits, est restée ainsi un sujet plus répété dans la quasi-totalité des focus groups et interviews ciblés organisés dans la ville de Goma comme dans les cités de Sake et Kitshanga. La plupart des policiers restent impayés tandis que d'autres sont payés mais reçoivent un salaire modique ne pouvant pas subvenir à leurs besoins économiquement parlant. Notons aussi que le problème d'impunité continue à persister dans la province. Selon les déclarations de la population, il y aurait d'une part des bandits qui opèrent au profit de certaines autorités de la police. Ces bandits seraient ainsi protégés par lesdites autorités malgré qu'ils soient attrapés par la population ; et d'autre part, certains policiers connus comme semeurs d'insécurité dans le milieu restent toujours protégés par leurs commandants malgré les plaintes de la population.

« Il est à retenir que lorsque la police n'est pas prise en charge, il n'y a pas moyen qu'elle fasse très bien son travail, elle serait ainsi toujours contraint à tracasser la population », Rapporteur général de la société civile Nord Kivu

« Je n'ai pas confiance en la police car c'est elle qui protège les criminels en les relâchant seulement quelques après leur arrestation », Une femme, leader communautaire, à Sake

« Il n'y a pas de confiance envers la police car ces sont ces mêmes policiers qui tracassent la population le soir et travaillent parfois avec des bandits et criminels pour gagner de l'argent » Un homme, leader communautaire, à Sake

« Je n'ai pas confiance en nos policiers, mais la faute n'est pas à eux mais c'est plutôt au gouvernement qui les envoie sur terrain sans qu'ils soient payés ni formés » Un homme, leader communautaire, au quartier Kasika à Goma

« Moi je n'aime pas la police car actuellement cette dernière, au lieu de traquer les inciviques, elle commence plutôt à opérer en collaboration avec eux c'est-à-dire les bandits et criminels » Une vendeuse au Marché Virunga à Goma

1.6.2 FARDC

Parlant des FARDC, il a été observé que d'une manière générale le niveau de confiance donné aux militaires n'est pas très différent de celui donné aux policiers. Néanmoins, nous pouvons observer certains cas isolés où la confiance est plus donnée aux militaires qu'aux policiers. En effet, nous avons observé une certaine sympathie de la population envers les militaires qui sont souvent tués en défendant la population dans les guerres à répétition au Nord Kivu. Un autre élément expliquant le niveau élevé de la confiance donnée aux militaires qu'aux policiers serait aussi leur victoire dans différentes guerres contre certains groupes armés non soutenue par la majorité de la population.

« Le niveau de confiance de la FARDC est plus élevé que celui de la police car les policiers qu'on a ici sont les fruits des mixages que vous connaissez aussi bien » Secrétaire de la chefferie Bashali Mokoto

« J'ai une nette confiance à la FARDC car pendant la guerre, elle reste pour la défense de la population », Une femme, leader communautaire, à Sake

« Par rapport aux policiers, les militaires travaillent quand même car ils protègent la frontière ; les Rwandais ne viennent plus nous tracasser depuis que nos militaires ont été placés à la frontière » Un homme, leader communautaire, du quartier Bujovu à Goma

« La mission de la FARDC étant de protéger l'intégrité territoriale, après la victoire de nos militaires sur les rebelles de M23, j'ai eu plus de confiance envers nos militaires malgré les tracasseries qu'ils peuvent faire à la population » Un étudiant de l'Unigom à Goma

Certains cas des tracasseries de la population par les militaires seraient beaucoup plus causés par la Police militaire qui travaille ensemble avec la police lors de la patrouille pendant la nuit. Parmi les raisons expliquant cette tracasserie, nous observons aussi que l'insuffisance dans le paiement des militaires est ressortie plusieurs dans les focus groups et interviews ciblés organisés.

« Je ressens peu de confiance envers la police militaire car c'est cette dernière qui torture la population pendant la nuit » Une femme, leader communautaire, dans le quartier Kasika à Goma

« Si tu te croise avec un militaire la nuit dans un coin reculé, là tu deviens voisin de la mort » Un étudiant de ISC à Goma

« Il faut bien payer les policiers et les militaires si on veut les voir exécuter leurs tâches à l'amiable » Une vendeuse au Marché Virunga à Goma

1.6.3 MONUSCO

Le niveau de la confiance de la population envers la Monusco a été le plus faible parmi tous les niveaux déjà évalués ci-dessus. En effet, les actions de la Monusco en termes de maintien de la sécurité dans les villes et cités au Nord Kivu restent invisibles pour la majorité de la population. Selon les déclarations des certains groupes interviewés, les militaires de la Monusco n'auraient aucune influence dans le maintien de la sécurité au Nord Kivu. Ces derniers se limiteraient uniquement à observer quelles que soient les tracasseries que la population subirait en leur présence.

« La Monusco n'a pas d'importance dans la ville de Goma car on peut tracasser quelqu'un aux yeux de la Monusco sans que cette dernière réagisse » Un étudiant de ISC à Goma

« La Monusco n'est ni sucré ni salé c'est-à-dire que sa position n'est pas claire en matière de sécurité ; il y aurait même des rumeurs que la Monusco ravitaille certains groupes armés en munitions » Une étudiante de ISC à Goma

« La Monusco c'est comme un œuf empoisonné, elle favorise les guerres au Nord Kivu en ravitaillant les rebelles » Un motard à Goma

Signalons aussi qu'il y a certaines actions posées par la Monusco qui reste encore bien évaluées dans le mémoire de la population malgré le manque de confiance de cette dernière envers la Monusco. Parmi ces actions, il a été cité les interventions que la Monusco fait pour soutenir la FARDC et protéger la population civile pendant les guerres et l'accompagnement dans le développement que la Monusco fait dans certaines villes et cités au Nord Kivu.

« La Monusco n'intervient pas en cas d'insécurité mais elle est importante car au moment de la guerre la population se réfugie dans sa base » Une professionnelle de sexe à Kitshanga

« On compte beaucoup sur la Monusco pour ce qui est de plaider car elle vient de mettre en place un numéro vert pour appeler en cas de problème » Un homme, leader communautaire, à Kitshanga

« La Monusco avait beaucoup contribué pour notre sécurité en 2013 pendant la guerre de M23 et actuellement elle contribue dans le développement de notre cité en mettant des lampes publiques sur la route principale » Un homme, leader communautaire, à Kitshanga

Les interviews ciblées avec certaines autorités militaires et civiles montrent plutôt une situation contraire à celle de la population. Les autorités interviewés montrent plutôt un niveau de confiance élevé envers les policiers et estiment que c'est seulement suite à l'insuffisance des troupes dans certains coins de la province qu'on peut avoir quelques cas d'insécurité. La tendance des autorités seraient ainsi de vouloir montrer que le travail de sécurité est bien fait par la police en collaboration les autorités civiles bien qu'il y ait encore beaucoup d'effort à faire pour maximiser la confiance.

« Nous collaborons plus ou moins bien avec les acteurs de sécurité et donc nous avons confiance en eux. Mais cette confiance n'est pas encore totale ; c'est en train de se construire progressivement » Chef de quartier Kasika à Goma

« Nous travaillons ensemble avec la police, la FARDC et la Monusco ; donc on a confiance en eux malgré qu'on puisse avoir quelques cas de tracasseries commises par ces derniers » Secrétaire de la chefferie Bashali Mokoto

« J'ai confiance en la police et l'armée car elle est recyclée et connaissent leur travail à part quelques cas isolés de tracasserie à la population ; mais j'ai trouvé que la police a changée, elle n'est plus celle que j'ai connue avant » Procureur de la République à Goma

1.6.4 Suggestion pour améliorer la confiance envers ces acteurs de la sécurité

Au vu de ce manque de confiance que la population exhibe envers les principaux acteurs de la sécurité ; quelques pistes de solution furent proposées par la population elle-même :

Pour ce qui concerne la Police et la FARDC

- Qu'il y ait moins de permutation des policiers dans les quartiers pour que ces derniers soient reconnus par la population
- Que le camp militaire soit déplacé très loin de la ville

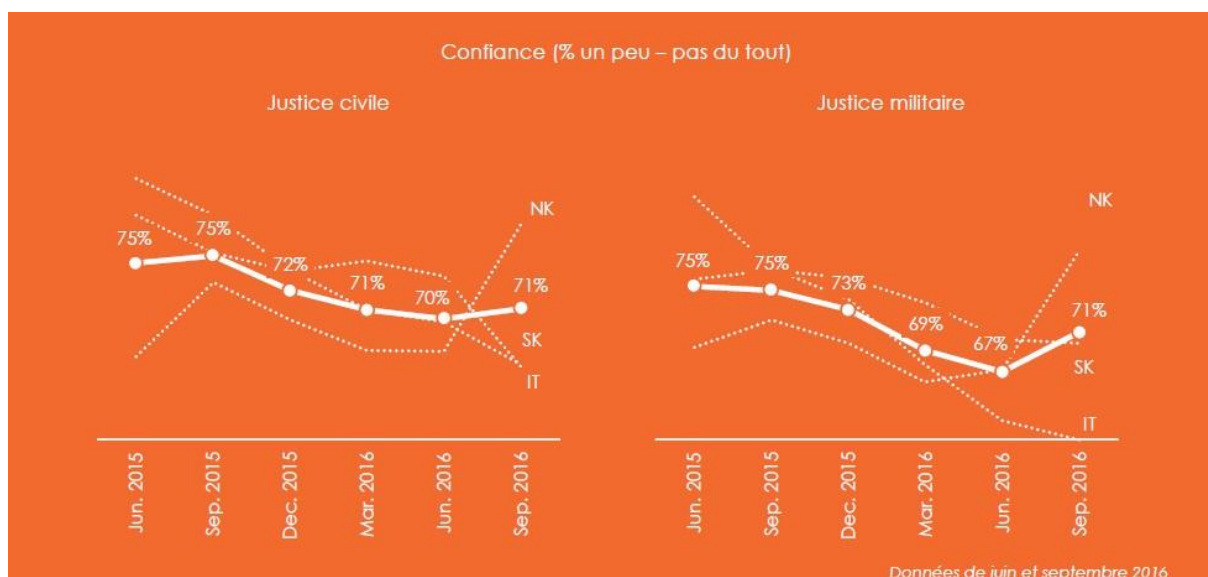
- Que les autorités du quartier présentent chaque fois les policiers affectés à la patrouille chaque jour
- Que l'armée et la police soient apolitiques et non tribales
- Que le gouvernement prenne ses responsabilités pour permettre à la police et la FARDC de bien faire leur travail, en leur payant un salaire suffisant
- Que les militaires et policiers soient bien payés et éduqués
- Que la police de GMI soit supprimée
- Qu'il y ait mutation des militaires et policiers après chaque six mois
- Que la police cède le travail de la sécurité aux jeunes
- Qu'il y ait augmentation des effectifs des éléments de la police et FARDC dans les coins les plus insécurisés
- Qu'on renforce les capacités des policiers et militaires dans l'esprit patriotique
- Que les autorités locales organisent régulièrement des réunions de sécurité avec la population
- Que le recrutement des policiers et militaires soient bien fait
- Que les policiers et militaires soient promus en fonction de leur moralité et niveau d'étude
- Qu'il y ait amélioration dans le paiement des militaires et policiers
- Qu'il y ait un bureau d'auditorat militaire à Kitshanga et que les criminels soient jugés publiquement

Pour ce qui est de la Monusco

- Que la Monusco aille plutôt là où il y a présence des groupes armés que de rester circuler dans les grandes villes
- Les casques bleus devraient aussi être intégrés dans la brigade d'intervention et la mission de la Monusco devrait être changée
- Que la Monusco rentre chez elle
- Que la population soit bien sensibilisée sur la mission de la Monusco
- Que la Monusco s'implique aussi plus rapidement dans les affaires sécuritaires
- Que la Monusco accède aussi en des milieux non accessibles facilement

Thème 2 : JUSTICE

Les résultats des sondages montrent qu'en septembre 2016, il y avait une augmentation de la confiance envers la justice civile et même militaire au Nord-Kivu. Ce constat n'a pas été confirmé par les habitants rencontrés lors des séances de focus group qui jugent qu'il n'y a pas d'amélioration remarquable au cours de ces deux dernières années. Cependant, les responsables judiciaires, militaires et administratifs qui nous ont accordé des interviews ont montré que le fait que les habitants continuent à se référer à ces services montre qu'ils ont confiance. Mais ils soulignent que les magistrats méritent un bon traitement pour les mettre à l'abri de la corruption. Les graphiques ci-dessous présentent les résultats des sondages concernant la confiance à la justice civile et militaire.



Source : Sondage sur la Consolidation de la paix et reconstruction, rapport 8, Novembre 2016
 Légende : IT= Ituri NK= Nord-Kivu SK=Sud-Kivu

2.1 Confiance de la population envers la justice civile

Parlant de la justice civile dans le Nord Kivu, on observe une absence totale de confiance de la part de la population. L'organe judiciaire de la RDC est en effet accusé de corruption et de subjectivité dans le traitement des dossiers. Deux raisons majeures de manque de confiance de la part de la population ont été fréquemment évoquées au cours des différents focus groups organisés : la corruption et le trafic d'influence qui seraient les deux éléments orientant le jugement. D'une manière générale, le sentiment de confiance envers le système de justice civile n'a pas évolué dans le temps car ce sont plus ou moins les mêmes mentalités qui se poursuivent. Un autre élément souligné dans les focus groups est l'instrumentalisation de l'organe judiciaire par les politiciens, c'est-à-dire que la justice est devenue beaucoup plus orientée par des décisions politiques et non par les lois, ce qui viole son principe de neutralité.

« Beaucoup d'avocats et magistrats sont corruptibles, je n'ai pas confiance en eux. On voit même comment ces gens contribuent à la modification de la constitution », Un étudiant participant au focus group de l'ISC et ISDR/GL à Goma

« En général la justice n'existe pas en RDC, c'est l'argent et le statut social qui parlent », Une étudiante de ISC à Goma

« Depuis que le Congo existe, je n'ai jamais vu de justice dans ce pays », Un homme, leader communautaire, au quartier Kasika à Goma

« Oui j'ai confiance, car si les habitants peuvent recourir à notre justice pour trancher leurs problèmes c'est parce qu'ils ont confiance de la façon dont la justice travail. C'est pourquoi, il est souhaitable que l'État accepte de faire plus sur tout les plans en ce qui concerne les magistrats car si ils sont bien traité ils seront à l'abri des tentations. En effet, la pauvreté fragilise le travail », une autorité judiciaire.

En analysant plus en profondeur l'appréciation de la population face à la justice civile, nous remarquons que dans la ville de Goma, la corruption et le statut social, ou encore l'influence directe ou indirecte du plaignant ou accusé dans le jugement, restent les problèmes les plus

cités qui affaiblissent ainsi la confiance. En effet, selon les déclarations de la population, la justice serait devenue beaucoup plus guidée par l'argent et la politique que les lois. L'influence des politiciens ou autorités dans les décisions de la justice est devenue ainsi très forte au point qu'ils peuvent modifier certains jugements au vu de leurs propres intérêts. L'impunité devient ainsi un phénomène persistant pour des personnes ayant des connaissances avec les politiciens ou autorités au pouvoir. Ces personnes restent toujours couvertes par la justice quelle que soit la gravité des fautes commises. A ces éléments s'ajoutent aussi l'ignorance de la population face à ses droits et devoirs en matière juridique. La conséquence majeure de cette situation est la démotivation de la population envers la justice civile. La population préférerait ainsi recourir à la justice populaire que de perdre l'argent dans la justice civile.

« Ici chez nous, c'est la jungle car ce sont les innocents qui remplissent les prisons tandis que les coupables sont dehors » Un étudiant de ISC à Goma

« La justice ne travaille pas convenablement, il y a toujours trafic d'influence car la raison est toujours donnée à celui qui a l'argent ou celui qui a des connaissances avec les autorités du milieu » Une vendeuse au Marché Virunga à Goma

« ... la justice n'existe pas ici, on préfère punir les bandits nous même avant que la police n'arrive » Un homme, leader communautaire, au quartier Bujovu à Goma

Dans la cité de Kitshanga, les problèmes de corruption et d'impunité restent toujours les plus cités au cours des focus groups organisés avec la population. L'impunité s'observe ici en deux niveaux. On observe que les personnes familières, amies ou d'une même communauté avec autorités civiles ou militaires sont moins poursuivies par la justice en cas d'infraction. Et aussi les bandits ou criminels arrêtés au niveau de Kitshanga mais n'ayant pas de plaignant pour suivre le dossier jusqu'à Goma sont relâchés par la justice sans purger leur peine. Ces derniers rentrent ainsi dans la cité et créent plus d'insécurité qu'auparavant à la population. Suite à ces problèmes, la population aurait ainsi tendance soit à recourir à la justice populaire ou soit à intégrer un groupe armé afin d'être sécurisé.

« Pas de confiance en la justice civile, car on donne toujours raison à celui qui a l'argent ou à celui qui a des connaissances avec les autorités civiles ou militaires » Un jeune à Kitshanga

« Les rebellions sont créés dans la cité parce que les droits de la population sont bafoués ; à l'exemple d'un bandit qu'on avait attrapé en flagrant de lit pour tuerie, on l'amène à Goma pour être jugé et condamné mais après seulement quelques jours on le voit encore ici à Kitshanga et là la personne qui l'avait attrapé devient très insécurisée qu'avant » Une femme, leader communautaire, à Kitshanga

Afin de pouvoir améliorer la confiance de la population envers la justice civile, quelques suggestions ont été proposées par la population et dont les plus citées seraient :

- Qu'on mette des personnes compétentes à la place qu'il faut et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice
- Que les avocats et magistrats respectent leur serment et qu'ils soient plutôt recrutés suite à un test et non nommés par le président de la république
-

2.2 Confiance de la population envers la justice militaire

Pour ce qui est de la justice militaire, on observe plus ou moins la même tendance, de manque de confiance de la part de la population, dans la majorité des cas. Mais néanmoins, nous pouvons aussi citer quelques cas où la justice militaire fonctionne très bien. Durant les focus groups, nous avons ainsi remarqué que la population donne plus de confiance en la justice militaire qu'à la justice civile lorsqu'il s'agit de juger les soldats moins gradés qui ont commis des fautes mais celle-ci n'existe pas lorsqu'il s'agit de juger un officier supérieur qui est impliqué dans des exactions.

Un autre élément sorti des focus groups avec la population à Goma est l'implication de la justice militaire dans les affaires civiles. En effet, la justice militaire s'octroie parfois la responsabilité de traiter des affaires qui pourraient être traitées par les civils eux-mêmes et de ce fait les civils deviennent beaucoup plus tracassés par les militaires que par les civils.

« Je n'ai pas confiance en la justice militaire car c'est plutôt les relations sociales qui fonctionnent mieux que l'application de la loi » Une femme, leader communautaire, au quartier Kasika à Goma

« La justice militaire existe seulement contre les soldats moins gradés mais pas pour les officiers hautement gradés ; car nous tous sommes au courant qu'un général de FARDC donnait des munitions aux rebelles mais rien n'a été fait contre lui » Un étudiant de ISC à Goma

« La justice militaire est plus mauvaise que la justice civile car elle s'ingère dans des dossiers qui ne sont pas dans leur compétence. Avec la TD, les affaires deviennent encore plus compliquées » Un motard à Goma

Dans les cités de Kitshanga et Sake, la justice militaire reste un service moins connu et moins fréquenté par la population, d'une façon globale. Cette ignorance s'expliquerait par la faible fréquentation de la population à ce service. Selon les déclarations de la population, il a été observé que la quasi-totalité de la population a peur d'accuser un militaire auprès de la justice militaire par peur que ce dernier face un règlement des comptes une fois sorti de la prison. Cette situation s'accroît aussi davantage par l'impunité et le tribalisme qui se vit dans la cité. Signalons aussi que l'ignorance de la population de l'existence d'une justice militaire dans la cité serait aussi à la base cette faiblesse de confiance envers ladite justice.

« On n'a jamais vu de justice militaire ici, car en accusant un soldat on devient plus insécurisé qu'auparavant » Une femme, leader communautaire, à Kitshanga

« Pas de confiance en la justice militaire car les soldats ont toujours un esprit de vengeance ici, il suffit qu'on les accuse pour qu'on soit alors plus insécurisé qu'avant. Donc on les accuse très rarement par peur de subir des actions de règlement des comptes » Un jeune à Kitshanga

Afin de pouvoir améliorer la confiance de la population envers la justice civile et la justice militaire, quelques suggestions ont été proposées par la population et dont les plus citées seraient :

- Qu'on mette des personnes compétentes à la place qu'il faut et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice
- Que les avocats et magistrats respectent leur serment et qu'ils soient plutôt recrutés suite à un test et non nommés par le président de la république
- Que la population soit éveillée et informée sur ses droits et devoirs afin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux antivaleurs

- *Qu'un bureau de tribunal soit aussi implanté à Kitshanga pour permettre à la population vulnérable d'avoir aussi accès à la justice*
- *Que les juges fassent des audiences foraines ou justice publique sur place ici devant la population*
- *Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient affichés au clair au vu de toute la population*
- *Qu'il y ait des renforcements des capacités et permutations des agents juridiques*
- *L'Etat doit prendre en charge l'organe judiciaire en mettant à sa disposition des moyens matériels et financiers suffisants afin que ces derniers ne cèdent pas à la corruption*
- *Que les acteurs de la justice soient périodiquement recyclés et remplacés par les jeunes*

Thème 3 : ACTUALITE : PROCHAINES ELECTIONS

La RDC étant dans une période stratégique, celle de préparation des élections présidentielles et municipales ; toute la population est de ce fait devenue très attentive aux questions en rapport avec lesdites élections. C'est dans cette optique que le présent thème a été choisi comme thème d'actualité afin de recueillir les impressions de la population face à la préparation et à l'organisation des élections à venir.

3.1 Risque de connaître des violences associées aux prochaines élections

Au cours des différents focus groups organisés, il a été remarqué que la majorité de la population estime qu'il y a plus de risque de connaître des violences aux prochaines élections ; et ceci tant au niveau de la ville de Goma que dans les cités visitées.

Selon les déclarations de la population, ce risque serait beaucoup plus en lien avec la résistance du gouvernement actuel à quitter le pouvoir. En effet, le président actuel serait en train de chercher des voies et moyens pour s'éterniser au pouvoir et ainsi inciter l'opposition politique à se soulever avec la population. A part ça, nous avons aussi le manque de confiance de la population envers le gouvernement actuel. La population estime ainsi donc que le gouvernement actuel n'a pas la volonté d'organiser les élections à la date prévue.

Dans les zones rurales, c'est plutôt la renaissance des anciens groupes armés qui donne de la panique à la population et laisse croire à cette dernière qu'il y a un grand risque de connaître des violences pendant les prochaines élections.

« Si nous arrivons à la date des élections, j'ai peur que Tshisekedi et Kabila ne s'entendent car Tshisekedi pourra inciter la population ou seulement pour empêcher à Kabila de briguer le troisième mandat », Une étudiante de ISC Goma

« Il y aura de troubles car le président actuel est fin mandat mais il ne veut pas quitter le pouvoir » Un homme, leader communautaire, au quartier Kasika à Goma

« Il y aura des troubles car il semblerait que le M23 commence à œuvrer déjà pour contrer le bon déroulement des élections » Une femme, leader communautaire, à Kitshanga

3.2 Prévention du risque des violences au cours des prochaines élections

Etant donné le risque des violences qui guette la population, la principale prévention préconisée par la population serait celle du refus volontaire de briguer le 3^e mandat par le

Président actuel. C'est-à-dire la population pense que si le Président actuel ne se représente pas aux élections prochaines, le risque de connaître des violences seraient très négligeable. Mais aussi le respect du calendrier électoral et la sécurisation des sites et kits électoraux sont des atouts à la sécurité au courant de l'année électorale.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La présente étude réalisée au mois de janvier 2017 visait principalement à approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction de la RDC par l'approche qualitative à travers l'organisation des focus groups et interviews ciblées au niveau de la ville de Goma et des cité de Kitshanga et Sake en territoire de Masisi.

L'étude montre que nos enquêtés distinguent plusieurs formes d'insécurité vécus par la population. D'une part, elles se présentent sous forme d'exactions, des privations et des difficultés de circulation. D'autre part leur ampleur est différemment ressentie par les habitants selon les milieux (urbain ou rural, selon les quartiers ou villages), selon la période (la journée ou la nuit), selon les circonstances (activités quotidiennes exercées) et selon qu'elles ont des effets négatifs sur les aspects physiques, humaines, économiques, sanitaires, sur l'agriculture, l'éducation, l'environnement, le transport et communication, la Gouvernance etc.

Dans la ville de Goma comme dans le Territoire de Masisi, les personnalités rencontrées révèlent que la corruption, l'impunité, la prolifération des groupes armés, la circulation des armes, la mauvaise gouvernance, le manque d'actions de développement, la pauvreté, l'influence des politiciens, la manque de formation ou d'instruction et la mainmise de la conscience ethnique de plus en plus croissante dans la communauté semblent être les principales causes de l'insécurité.

Les analyses menées montre que les acteurs de l'insécurité les plus fréquemment cités par les enquêtés sont : les bandits ou hommes en armes non autrement identifiés, les enfants dans la rue (Maibobo), les membres des groupes armés, les démobilisés mal encadrés et les militaires blessés de guerre non payé, les agents inciviques des services de l'ordre, les agents de l'état véreux et les politiciens.

Les enquêtés ont confirmé la tendance à la dégradation de la situation sécuritaire au Nord-

Kivu. Pour les informateurs clés, des nombreuses raisons expliquent l'augmentation de l'insécurité dans certains quartiers de la ville Goma. Il s'agit principalement de: La corruption, l'impunité, la prolifération des armes, l'instabilité politique, la faiblesse du pouvoir, la sensibilisation à la haine au sein des communautés ethniques, l'exode rural qui impacte négativement le niveau sécuritaire dans la ville etc.

Les enquêtés rencontrés dans les cités de Kitshanga et Sake expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité par la multiplicité des groupes armés à connotation ethnique dont l'existence est justifié par leur commanditaires (politiciens et chef des communautés ethniques) comme des groupes d'auto-défense. Ils expliquent aussi cette tendance par le fait que les FARDC n'ont pas la force d'éliminer définitivement les groupes armés, cela fait que les guerres ne se terminent pas. De plus, les camps de déplacés internes que l'on crée sans un encadrement efficace des vulnérable augmente aussi le niveau d'insécurité. Les démobilisés mal encadrés constituent aussi une menace à la sécurité. Les habitants déplorent la manipulation des jeunes désœuvrés par les politiciens pour leurs propres intérêts et le problème de tribalisme qui ne fait que s'aggraver de plus en plus.,

En milieu rural comme en milieu urbain, les relations intra ethniques sont généralement bonnes. Au village, la division n'intervient qu'en cas de conflits d'héritage, des conflits fonciers ou des affaires coutumières. En ville, les membres d'une même ethnie se rapprochent davantage surtout pendant les événements heureux (comme le mariage) ou malheureux (comme le décès).

Avec les guerres inter ethniques enregistrées dans les territoires, c'est la méfiance, l'hypocrisie, la peur et la haine qui caractérisent les relations entre les membres des communautés ethniques différentes. Notons cependant que ces relations sont généralement bonnes lorsque les membres de différentes communautés ethniques partagent des intérêts communs.

C'est pour cette raison que la sensibilisation, les rencontres de dialogue, la prise en compte des toutes les communautés ethniques lors du partage du pouvoir et la création des projets intégrateurs, la promotion des mariages mixtes semblent être les principales solutions proposées par les habitants interrogés pour la cohabitation pacifique entre les ethnies.

La population enquêtée a plus ou moins de confiance envers les acteurs de la sécurité en fonction des actions que ces derniers posent en sa faveur. C'est ainsi qu'il a été remarqué que le niveau de confiance n'est pas le même pour les principaux acteurs de la sécurité concernés par notre étude à savoir : la police, les FARDC et la MONUSCO.

L'étude montre que le niveau de confiance envers les policiers est très faible dans les villes que dans les cités visitées. Le plus souvent, ce sont les policiers faisant la patrouille pendant la nuit qui sont les premiers incriminés comme semeurs de l'insécurité dans certains quartiers. Pour les policiers affectés à la garde d'une autorité militaire ou civile, souvent la tendance à vouloir tracasser la population est réduite par peur d'être identifié. Les autorités de la police interrogées nous ont déclaré que parfois, certains bandits opèrent habillés en tenu de la police, ou des FARDC ce qui crée la confusion.

Au cours de deux dernières années, la tendance du niveau de confiance envers la police a connue des variations sensibles à la baisse plus dans la ville de Goma que dans les cités de Sake et Kitshanga. En effet, avec le mixage, il y a eu un grand nombre des jeunes provenant des groupes armés qui ont intégrés l'armée et la police nationales sans avoir subi une quelconque formation au préalable. Ces derniers seraient déjà habitués à tracasser la population dans la brousse et n'arrivent pas à abandonner ce mauvais comportement même

dans les villes ou cités où ils sont affectés. De plus, l'adhésion des jeunes dans des groupes armés étant faite, pour la plupart des cas, pour des raisons de vouloir protéger leur communauté et combattre ainsi tous les ennemis de ladite communauté ; ces jeunes intègrent ainsi la police avec cet esprit. D'où la tendance des policiers à vouloir sécuriser les personnes selon leur origine tribale.

Parlant des FARDC, il a été observé que d'une manière générale, le niveau de confiance donné aux militaires n'est pas très différent de celui donné aux policiers. Néanmoins, nous avons observé une certaine sympathie de la population envers les militaires qui sont souvent tués en défendant la population dans les guerres à répétition au Nord Kivu. Un autre élément expliquant le niveau élevé de la confiance donnée aux militaires qu'aux policiers serait aussi leur victoire dans différentes guerres contre certains groupes armés non soutenue par la majorité de la population.

Le niveau de la confiance de la population envers la MONUSCO a été le plus faible. En effet, les actions de la MONUSCO en termes de maintien de la sécurité dans les villes et cités au Nord Kivu restent invisibles pour la majorité de la population. Selon les déclarations des certains groupes interviewés, les militaires de la MONUSCO se limiteraient uniquement à observer quelles que soient les tracasseries que la population subirait en leur présence. Notons toutefois que parmi les actions bien évaluées par les habitants, il a été cité les interventions que la MONUSCO fait pour soutenir les FARDC et protéger la population civile pendant les guerres et l'accompagnement dans le développement que la MONUSCO fait dans certaines villes et cités au Nord Kivu.

Les résultats des sondages montrent qu'en septembre 2016, il y avait une augmentation de la confiance envers la justice civile et même militaire au Nord-Kivu. Ce constat n'a pas été confirmé par les habitants rencontrés lors des séances de focus group qui jugent qu'il n'y a pas d'amélioration remarquable au cours de ces deux dernières années. Cependant, les responsables judiciaires, militaires et administratifs qui nous ont accordé des interviews ont montré que le fait que les habitants continuent à se référer à ces services montre qu'ils ont confiance. Mais ils soulignent que les magistrats méritent un bon traitement pour les mettre à l'abri de la corruption.

L'organe judiciaire de la RDC est en effet accusé de corruption, de trafic d'influence et de subjectivité dans le traitement des dossiers. D'une manière générale, le sentiment de confiance envers le système de justice civile n'a pas évolué dans le temps car ce sont plus ou moins les mêmes mentalités qui se poursuivent.

Pour ce qui est de la justice militaire, on observe plus ou moins la même tendance, de manque de confiance de la part de la population, dans la majorité des cas. Néanmoins, nous avons remarqué que la population donne plus de confiance en la justice militaire qu'à la justice civile lorsqu'il s'agit de juger les soldats moins gradés qui ont commis des fautes mais cela n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de juger un officier supérieur qui est impliqué dans des exactions.

L'analyse de donnée montre que la majorité de la population a la perception qu'il y a un risque de connaître des violences aux prochaines élections, et ceci au niveau de la ville de Goma comme dans les cités visitées. Ce risque serait beaucoup plus en lien avec la résistance du gouvernement actuel à quitter le pouvoir. Nous avons aussi remarqué le manque de confiance de la population envers le gouvernement actuel. La population estime ainsi donc que le gouvernement actuel n'a pas la volonté d'organiser les élections à la date prévue.

Dans les zones rurales, c'est plutôt la renaissance des anciens groupes armés qui donne de la panique à la population et laisse croire à cette dernière qu'il y a un grand risque de connaître

des violences pendant les prochaines élections. La population pense que si le Président actuel ne se représente pas aux élections prochaines, le risque de connaître des violences seraient très négligeable. Mais aussi le respect du calendrier électoral et la sécurisation des sites et kits électoraux sont des atouts à la sécurité au courant de l'année électorale.

Les recommandations principales basées sur cette recherche telle que proposée par la population sont :

A la population civile

- Aux églises de prêcher la vertu morale et spirituelle pour le changement de mentalité
- Favoriser la politique des « non originaire » étant donné que la promotion des groupes ethniques renforce le tribalisme et les favoritismes
- Organiser des rencontres interethniques et tables rondes autour des chefs coutumiers afin de concilier les points de vue et aplanir les divergences.
- Que les politiciens cessent de manipuler la population.
- Il faut créer les commissions de sensibilisations à la cohabitation pacifique où chacun doit sensibiliser dans sa communauté ethnique
- Favoriser les mariages entre différentes communautés ethniques

Au Gouvernement Provincial et National

- Qu'il y ait des attaques continues des FARDC contre les groupes armés (NYATURA, APCLS, CHEKA, FDLR etc) afin qu'ils soient affaiblis ou neutralisés afin que la paix revienne
- Que les autorités fassent des bouclages et des couvre-feux pour récupérer les nombreuses armes qui circulent dans la population
- Eloigner les camps militaires loin de la ville
- Que l'éclairage public soit installé dans tous les quartiers
- Partager équitablement des ressources de l'Etat et améliorer des conditions socioéconomiques de la population
- Renforcer les capacités des militaires, des policiers, des services de l'Etat et des services de renseignement en matière sécuritaire
- Renforcer la capacité des autorités de base (Nyumba Kumi, chef de quartier etc)
- Restaurer l'autorité de l'Etat dans les différents milieux
- Sensibiliser la population pour lutter contre le tribalisme et les anti-valeurs
- Que les autorités locales s'approchent davantage de la population afin de récolter toutes leurs plaintes
- Mettre fin à la présence de la MONUSCO dans le pays parce que sa mission ne serait pas remplie
- Donner des numéros matricules aux policiers qui n'en ont pas encore
- Payer un salaire décent aux agents de l'Etat, aux militaires, à la police et aux magistrats
- Créer l'emploi en vue de réduire le chômage chez les jeunes
- Bien encadrer les démobilisés
- Construire des centres de cohésions sociales.
- Interdire les « marchés noirs » dans les camps militaires et policiers
- Le gouvernement doit arrêter les gens qui manipulent la population.
- Pour éviter des conflits, il faudra à la fois tenir compte des minorités et des majorités lors du partage des pouvoirs. Il faut donc organiser la rotation ethnique au pouvoir.

- Il est souhaitable que le Gouvernement et ses partenaires apportent des projets intégrateurs dans la communauté pour son développement et construisent des centres interculturels pour les jeunes
- Que les autorités locales et les politiciens œuvrent pour la paix en favorisant la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des communautés
- Sensibiliser la police sur sa mission, restructurer et organiser les mutations surtout pour les personnes recrutées sur place
- Décourager la collaboration des militaires loyalistes avec les groupes armés
- Que les militaires collaborent bien avec la population et qu'ils arrêtent de lier la population à des groupes armés
- Augmenter les effectifs de militaires et policiers dans le Territoire de Masisi
- Qu'il y ait moins de permutation des policiers dans les quartiers pour que ces derniers soient reconnus par la population
- Que les autorités du quartier présentent chaque fois les policiers affectés à la patrouille chaque jour
- Que l'armée et la police soient apolitiques et non tribales
- Que la police de GMI soit supprimée
- Qu'on renforce les capacités des policiers et militaires dans l'esprit patriotique
- Que les autorités locales organisent régulièrement des réunions de sécurité avec la population
- Que le recrutement des policiers et militaires soient bien fait
- Que les policiers et militaires soient promus en fonction de leur moralité et niveau d'étude
- Qu'il y ait un bureau d'auditorat militaire à Kitshanga et que les criminels soient jugés publiquement

A la MONUSCO

- Que la MONUSCO aille plutôt là où il y a présence des groupes armés que de rester circuler dans les grandes villes
- Les casques bleus devraient aussi être intégrés dans la brigade d'intervention et la mission de la MONUSCO devrait être changée
- Que la population soit bien sensibilisée sur la mission de la MONUSCO
- Que la MONUSCO s'implique aussi plus rapidement dans les affaires sécuritaires

Aux autorités judiciaires

- Qu'on mette des personnes compétentes à la place qu'il faut et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice
- Que les avocats et magistrats respectent leur serment et qu'ils soient plutôt recrutés suite à un test et non nommés par le Président de la République
- Que le système de justice civile et militaire s'efforce d'être impartial, évite la corruption, le trafic d'influence et qu'il soit expéditif pour le traitement des dossiers
- Que la population soit informée sur ses droits et devoirs afin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux antivaleurs
- Qu'un bureau de tribunal soit aussi implanté à Kitshanga pour permettre à la population vulnérable d'avoir aussi accès à la justice
- Que les juges fassent des audiences foraines ou justice publique

- Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient affichés au clair au vu de toute la population
- Qu'il y ait des renforcements des capacités et permutations des agents juridiques • L'Etat doit prendre en charge l'organe judiciaire en mettant à sa disposition des moyens matériels et financiers suffisants afin que ces derniers ne cèdent pas à la corruption
- Que les acteurs de la justice soient périodiquement recyclés et remplacés par les jeunes

Annexe 1 Présentation des Focus Group organisés

Date	Focus group	Lieu	Nombre de participants de femmes	
11/01/2017	Etudiants de l'ISC et de l'ISDR/GL	Goma	10	3
11/01/2017	Etudiants au Campus Universitaires du Lac	Goma	10	4
12/01/2017	Habitants du Quartier Kasika	Goma	10	5
13/01/2017	Femmes vendeuses du marché de Virunga	Goma	10	10
14/01/2017	Conducteurs des taxis motos (motards)	Goma	10	0
14/01/2017	Leaders communautaires de Bujovu	Goma	10	5
16/01/2017	Homme Leaders communautaires	Kitshanga	10	0
16/01/2017	Femmes Leaders communautaires	Kitshanga	10	10
17/01/2017	Femmes Professionnelles de sexe	Kitshanga	10	10
17/01/2017	Membres de l'Association des Jeunes	Kitshanga	10	4
18/01/2017	Femmes leaders communautaires	Sake	10	10
17/01/2017	Homme leaders communautaire	Sake	10	0
	Total		120	61

Annexe 2 Présentation des interviews ciblées organisées

Date	Informateur clé	Ville/Territoire
11/01/2017	Procureur de la République	Goma
12/01/2017	Chef de Quartier Kasika	Goma
13/01/2017	Rapporteur Général de la Société Civile	Goma
16/01/2017	Secrétaire de la Chefferie Bashali-Mokoto	Masisi
16/01/2017	Receveur Comptable de la Chefferie de Bashali	Masisi
17/01/2017	Responsable de l'ASNAMOC	Masisi
17/01/2017	Commandant second GMI, Opération Kitshanga	Masisi

Annexe 3. Liste préalable des informateurs clés

N°	PERSONNALITES POTENTIELLES A RENCONTRER	MILIEUX
1	Chargé de sécurité des quelques ONG	ville et village
2	Représentants des associations de développement	ville et village
3	Chefs de quartiers	ville et village
4	Chefs d'avenue	ville et village
5	Quelques chefs des postes de l'ANR	ville et village
6	Les Commandants de la PNC	ville et village

7	Bourgmestres des communes	Ville
8	Administrateurs des territoires	village
9	Représentants des motards(COTAM)	ville et village
10	Représentants des sociétés de gardiennage	ville et village
11	Chef de chefferie	village
12	Chef de groupement/de quartier	ville et village
13	Chef de localité	village
14	Chef de village ou notable	village
15	Représentant des creuseurs artisanaux	ville et village
16	Représentant des agriculteurs	village
17	Représentant des éleveurs	village
18	Représentant des grand concessionnaires	ville et village
19	Les inspecteurs de l'éducation	ville et village
20	Le procureur de la République	Ville
21	Président de la Société Civile	ville et village
22	Les responsables des églises	ville et village

Annexe 4 : Liste des potentiels groupes à rencontrer.

N°	GROUPE POTENTIEL A RENCONTRER	MILIEU D'ENQUETE
1	Les leaders communautaires	ville et village
2	Les cambistes	ville
3	Les motards	ville et village
4	Les femmes professionnelles de sexe	ville
5	Les Grands commerçants	ville
6	Les petits commerçants	ville et village
7	L'association des chauffeurs du Congo "ACCO"	ville
8	Les Agences de voyage	ville et village
9	Personnes vivant avec handicap	ville et village
10	L'Association de défense des pygmées	village
11	Les associations féminines	ville et village
12	les revendeurs d'unités	ville et village
13	Les pétroliers	ville
14	Les Kadhafis (Détailants vendeurs de carburant)	ville et village
15	les responsables des confessions religieuses	ville et village
16	les groupes culturels	ville et village
17	Les membres du Barza intercommunautaire	ville et village
18	Les associations paysannes d'agriculture	village
19	Les éleveurs	village
20	Les cultivateurs	village
21	Les étudiants	ville et village
22	Femmes vivant seules	ville et village

23	Les personnes vivant avec le VIH	ville et village
24	Le comité provincial des jeunes	ville
25	Les Associations des jeunes	ville et village
26	Les enseignants des institutions supérieures et universitaires	ville
27	Les Quincaillers	ville
28	Les dépoteurs des vivres "ADEVEVI"	ville et village
29	Les Vendeurs des poissons	ville
30	les Bouchers	ville et village
31	Les Restaurateurs	ville et village
32	Membres des associations des arts et métiers	ville et village
33	Pêcheurs	ville et village
34	Les bûcherons et charbonniers	ville et village
35	La FEC (Fédération d'Entreprise du Congo)	Ville
36	L'Association des grands concessionnaires	village
37	Les inspecteurs de l'éducation primaire et secondaire	ville et village
38	Les Chargés de sécurité des ONG	Ville
39	Les chefs coutumiers	village
40	Les associations d'exploitation artisanale des minerais	ville et village
41	Les Sociétés de gardiennage	ville
42	L'Association des photographes	ville et village
43	L'Association des journalistes et media	ville